

RÉSULTATS

Attijariwafa **bank**
au 30 juin 2021

Communication financière

2021

Information Financière et Relations Investisseurs : Ibtissam Abouharia
e-mail : i.abouharia@attijariwafa.com
ir@attijariwafa.com



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

Croire en vous

Attijariwafa bank

SA au capital de 2 131 729 870 DH - Siège social : 2, boulevard Moulay Youssef, 20000 Casablanca, Maroc
Téléphone +212 (0)5 22 22 41 69 ou +212 (0)5 55 29 88 88 - RC 333 - IF 01085221

www.attijariwafabank.com

Mobilisation et engagement du groupe Attijariwafa bank pour accompagner les clients et favoriser la relance économique

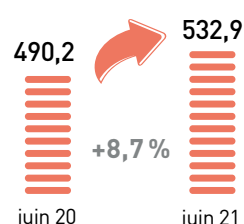
Le Conseil d'Administration d'Attijariwafa bank s'est réuni le mardi 21 septembre 2021, sous la présidence de M. Mohamed El Kettani pour examiner l'activité et arrêter les comptes au 30 juin 2021.

Dispositif de soutien à l'économie depuis le début de la crise

- > **9 251** jeunes et porteurs de projets financés
- > **39%¹** du total des crédits « **INTELAKA** » octroyés par le secteur
- > **33%¹** du total des crédits « **DAMANE OXYGÈNE** » octroyés par le secteur
- > **30%¹** du total des crédits « **DAMANE RELANCE** » octroyés par le secteur

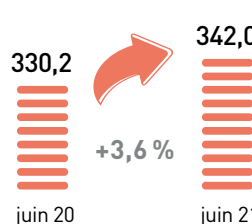
1^{er} Collecteur de l'épargne

Épargne totale collectée*
(MAD Mrds)



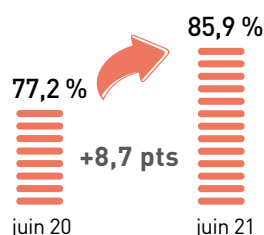
1^{er} Financier de l'économie

Crédits totaux distribués
(MAD Mrds)

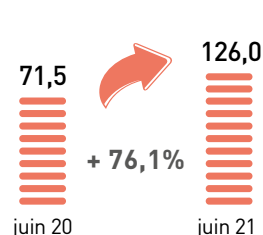


1^{er} acteur de la banque digitale et des paiements électroniques au Maroc

Part de la banque digitale dans les transactions**



Nombre de connexions sur les plateformes digitales
(en millions de connexions)



(*) Total dépôts clientèle consolidés + Encours de gestion d'actifs + Encours de bancassurance

(**) L'ensemble des opérations disponibles sur les différents canaux digitaux, ex : virements unitaires, mises à disposition, paiement de factures...

1^{ER} CONTRIBUTEUR AUX DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOUTIEN AUX TPME

Au titre du premier semestre 2021, Attijariwafa bank a confirmé son soutien à ses clients, aux communautés et aux économies de présence. Ainsi, l'ensemble des ressources et des expertises du Groupe ont été mobilisées pour accompagner les clients dans la gestion des impacts de la crise et pour mettre en œuvre toutes les mesures envisageables afin de favoriser la reprise économique et l'investissement productif.

Au Maroc, Attijariwafa bank a poursuivi son soutien et ses financements massifs au bénéfice des grandes entreprises, des très petites et moyennes entreprises et des ménages. À titre illustratif et non limitatif, ce soutien s'est matérialisé par :

- Le financement de **9 251 jeunes et porteurs de projet** pour un montant de **1,9 milliard de dirhams**, dans le cadre de l'initiative « **Intelaka** », ce qui correspond à **39%¹** du total des crédits accordés par le secteur bancaire ;
- La production de **4,7 milliards de dirhams de crédits immobiliers acquéreurs au titre du premier semestre 2021** (+79% et +21% par rapport au premier semestre 2020 et 2019 respectivement), contribuant à financer l'accès au logement et à soutenir le secteur de l'immobilier dans cette conjoncture difficile ;
- L'octroi de **18 538 crédits « Damane Oxygène »** en faveur des commerçants/artisans et TPE, pour une enveloppe de **5,7 milliards de dirhams**, soit une part de marché de **33%¹** ;
- La distribution de **13,4 milliards de dirhams de crédits « Relance »** au bénéfice de **17 764 entreprises**, soit une part de marché de **30%¹** ;

- L'inscription de **95 000 autoentrepreneurs**, soit une part de marché de **59%²** ;
- Le financement, au titre du premier semestre 2021, de **5 937 PME** pour un montant de **3,4 milliards de dirhams dans le cadre des initiatives « Damane Express », « Damane Attasyir » et « Damane Istitmar »**, soit une part de marché de **26%**.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE EN PROGRESSION, SANS ATTEINDRE LE NIVEAU DE 2019³

Le produit net bancaire consolidé s'élève à **12,5 milliards de dirhams**, en amélioration de 0,7% par rapport au premier semestre 2020 (+1,5% à périmètre et cours de change constants), bénéficiant d'une dynamique commerciale positive en termes de collecte de l'épargne et de financement de l'économie, dans un contexte de **reprise graduelle de l'activité économique dans les différents pays de présence**. Ainsi, l'épargne collectée et les crédits consolidés s'établissent respectivement à **532,9 milliards de dirhams (+8,7%⁴)** et **342,0 milliards de dirhams (+3,6%⁴)**.

Par pôle d'activité, la hausse du produit net bancaire consolidé intègre la croissance de la contribution de la Banque au Maroc, en Europe et Tanger offshore (+3,5%), de la Banque de Détail à l'International (+3,1%) et des Filiales de Financement Spécialisées (+7,4%). La contribution du pôle Assurance enregistre, quant à elle, une baisse de 30,2% expliquée par la normalisation de la sinistralité des branches « automobile » et « accidents de travail » (après une amélioration importante en 2020 en lien avec les mesures sanitaires).

Le résultat d'exploitation augmente de **+30,1%⁵** pour s'établir à **5,0 milliards de dirhams**, contre **2,7 milliards de dirhams** au premier semestre 2020

(5,4 milliards de dirhams en S1 2019), et ce grâce à une discipline confirmée en matière de **contrôle des coûts (-16,5% ou +0,9% hors contribution au fonds Covid-19 au premier semestre 2020⁴)** et à la normalisation progressive du coût du risque (-37,0%).

Le résultat net consolidé s'élève à **3,2 milliards de dirhams**, contre **1,6 milliard de dirhams** au premier semestre 2020 (**3,5 milliards de dirhams** en S1 2019), soit une hausse de **+38,1%⁵**. Pour sa part, le résultat net part du groupe ressort à **2,6 milliards de dirhams**, contre **1,2 milliard de dirhams** au premier semestre 2020 (**2,9 milliards de dirhams** en S1 2019), en croissance de **+35,8%⁵**.

RENFORCEMENT DE LA SOLIDITÉ FINANCIÈRE D'ATTIJARIWAFABANK

Au cours des huit premiers mois de l'année 2021, Attijariwafa bank a clôturé avec succès deux opérations d'augmentation de capital, par conversion optionnelle des dividendes distribués en actions. Ces opérations ont permis d'augmenter le capital d'Attijariwafa bank d'un montant de **2,1 milliards de dirhams**, de **renforcer sa solidité financière, d'accroître ses capacités à financer l'économie et de contribuer à stimuler la reprise**.

Les équipes d'Attijariwafa bank abordent le dernier trimestre 2021 et l'exercice 2022 avec détermination, mobilisation et engagement pour continuer à **soutenir les clients, financer les économies de présence et favoriser la relance économique et la reprise de l'activité**.

Le Conseil d'Administration a félicité l'ensemble des équipes du Groupe pour leur engagement et leur mobilisation au bénéfice des clients et du soutien de la reprise économique.

Le Conseil d'Administration
Casablanca, le 21 septembre 2021

(1) Part de marché en volume. Les parts de marché en nombre de dossiers s'établissent à 35% pour « Intelaka », 37% pour « Damane Oxygène » et 35% pour « Damane Relance »

(2) Part de marché relative au secteur bancaire

(3) RNPG de 2,6 milliards de dirhams au titre du premier semestre 2021 et de 2,9 milliards de dirhams au premier semestre 2019

(4) Variation entre le 30 juin 2021 et le 30 juin 2020

(5) En retraitant la charge de la contribution au fonds spécial Covid-19 en 2020

1- NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Contexte

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards -IFRS-) ont été appliquées aux comptes consolidés du groupe Attijariwafa bank à compter du 1^{er} semestre 2007 avec bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2006.

Dans les comptes consolidés présentés au 30 juin 2021, le groupe Attijariwafa bank a appliqué les normes et principes de l'International Accounting Standards Board (IASB) dont l'application est obligatoire.

1.2 Normes comptables appliquées

1.2.1 Principe de consolidation :

Norme :

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités étrangères et nationales dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

De même, le Groupe consolide les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini « entités ad hoc » contrôlées par l'établissement de crédit assujéti, et ce même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à savoir : Intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon les normes IFRS 11 « Partenariats » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Options retenues par Attijariwafa bank :

Le groupe Attijariwafa bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités dont :

- Il détient, directement ou indirectement, au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels ;
- Les chiffres consolidés remplissent une des limites suivantes :
 - Le total bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total bilan consolidé ;
 - La situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette consolidée ;
 - Le chiffre d'affaires ou produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires consolidés.

Les OPCVM dédiés sont consolidés conformément à IFRS 10 qui explicite la consolidation des entités ad hoc et plus particulièrement les fonds sous contrôle exclusif.

Enfin, sont exclues du périmètre de consolidation, les entités contrôlées ou sous influence notable dont les titres sont détenus en vue d'une cession à brève échéance.

1.2.2 Immobilisations corporelles :

Norme :

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes: le modèle du coût ou le modèle de la réévaluation.

Le modèle du coût

Le coût correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs.

Le modèle de la réévaluation

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, une immobilisation corporelle dont la juste valeur peut être évaluée de manière fiable doit être comptabilisée à son montant réévalué. Il s'agit de sa juste valeur à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeur ultérieures.

L'approche par composants correspond à la décomposition d'une immobilisation corporelle selon ses composants (constituants) les plus significatifs. Ils doivent être comptabilisés séparément et amortis de façon systématique sur la base de leurs durées d'utilité propres, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques y afférents.

La durée d'utilité représente la durée d'amortissement des immobilisations en normes IFRS.

La base amortissable d'un actif correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle est le prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

Les coûts d'emprunt

La norme IAS 23 « Coûts d'emprunt » ne permet pas de comptabiliser immédiatement en charges les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible. L'ensemble de ces coûts d'emprunt doit être incorporé dans le coût de l'actif. Les autres coûts d'emprunts doivent être comptabilisés en charges.

Options retenues par Attijariwafa bank :

- La norme Groupe est de retenir le modèle du coût. Toutefois, l'option de juste valeur pourrait être utilisée sans justification de ce choix avec comme contre-partie un compte de capitaux propres.
- Attijariwafa bank a décidé de ne pas multiplier les plans d'amortissement et d'avoir un plan d'amortissement identique par type d'immobilisation dans les comptes consolidés en normes IFRS.
- Au niveau de l'approche par composants, le Groupe a décidé de ne pas isoler des composants dont la valeur brute est inférieure à 1 000 KMAD.
- Le coût historique d'origine est décomposé selon la répartition du coût à neuf en fonction des données techniques.

Valeur résiduelle :

La valeur résiduelle des composants autres que le terrain est supposée nulle. En effet, la valeur résiduelle est logée au niveau de la composante pérenne du bien qui n'est autre que le terrain (qui par sa nature n'est pas amortissable).

1.2.3 Immeubles de placement :

Norme :

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou bien profiter des deux.

Un immeuble de placement génère des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs détenus par l'entreprise, contrairement à la production ou la fourniture de biens ou de services constituant l'objet principal de l'utilisation d'un bien immobilier occupé par son propriétaire.

Une entité a le choix entre :

Le modèle de la juste valeur : si l'entité opte pour ce traitement, il doit être applicable à l'ensemble des immeubles de placement ;

Le modèle du coût

Dans les deux cas, une estimation de la juste valeur des immeubles de placement reste obligatoire, pour la comptabilisation au bilan ou la présentation en annexes.

Seul le passage du modèle du coût au modèle de la juste valeur est possible.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Les immeubles de placement sont représentés par l'ensemble des immeubles hors exploitation hormis les immeubles destinés au personnel et les immeubles destinés à être vendus dans un délai d'un an.

La norme Groupe est aussi de retenir tous les immeubles d'exploitation loués à des sociétés hors Groupe.

Pour la valorisation des immeubles de placement, l'option retenue par Attijariwafa bank est le coût historique corrigé selon l'approche par composants.

1.2.4 Immobilisations incorporelles :

Norme :

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable sans substance physique.

Un actif incorporel satisfait au critère d'identifiabilité lorsqu'il :

- est séparable, c'est-à-dire qu'il peut être séparé de l'entité et être vendu, transféré, concédé par licence, loué ou échangé, soit de façon individuelle, soit dans le cadre d'un contrat, avec un actif ou un passif lié ; ou
- résulte de droits contractuels ou d'autres droits légaux, que ces droits soient ou non cessibles ou séparables de l'entité ou d'autres droits et obligations.

Deux méthodes d'évaluation sont possibles :

- Le modèle du coût ;
- Le modèle de la réévaluation. Ce traitement est applicable si le marché est actif.

L'amortissement d'une immobilisation incorporelle dépend de sa durée d'utilité. Une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée n'est pas amortie et est soumise à un test de dépréciation au minimum à chaque clôture annuelle. Par contre, une immobilisation incorporelle à durée d'utilité déterminée est amortie sur cette durée.

Une immobilisation incorporelle produite en interne est comptabilisée si elle est classée, dès la phase de recherche et développement, en tant qu'immobilisation.

Options retenues par Attijariwafa bank :

La norme Groupe consiste à ne pas multiplier les plans d'amortissement et d'avoir un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés IAS/IFRS.

Les frais d'acquisition non encore amortis en tant que charges à répartir au 01/01/06 ont été retraités en contrepartie des capitaux propres.

Droits au bail :

Les droits au bail comptabilisés en comptes sociaux ne sont pas amortis. En comptes consolidés, ils font l'objet d'un plan d'amortissement selon leur durée d'utilité.

Fonds de commerce :

Les fonds de commerce comptabilisés au niveau des comptes sociaux des différentes entités consolidées ont fait l'objet de revue pour valider le mode de leur comptabilisation dans le cadre des normes IAS/IFRS.

Logiciels :

Les durées de vie des logiciels utilisés sont différenciées selon la nature des logiciels concernés (logiciels d'exploitation ou logiciels de bureautique).

Valorisation des logiciels développés en interne :

La direction des Systèmes d'Information Groupe fournit les éléments nécessaires à la valorisation des logiciels développés en interne. Dans le cas où la valorisation n'est pas fiable, aucune immobilisation n'est à enregistrer.

Les droits de mutation, honoraires commissions et frais d'actes : sont selon leur valeur enregistrés en charges ou intégrés au coût d'acquisition.

Le suivi de plans d'amortissement distincts entre les comptes sociaux et les comptes IFRS est effectué dès lors que l'écart est supérieur à 1000 KMAD.

1.2.5 Goodwill :

Norme :

Coût d'un regroupement d'entreprises :

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition selon laquelle le coût d'acquisition correspond à la contrepartie transférée pour obtenir le contrôle.

L'acquéreur doit évaluer le coût d'acquisition comme :

- le total des justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise ;
- les autres coûts directement attribuables éventuellement au regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

La date de l'acquisition est la date à laquelle l'acquéreur obtient effectivement le contrôle de l'entreprise acquise.

Affectation du coût d'un regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés :

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, affecter le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est ainsi constatée au niveau du Goodwill.

Comptabilisation du Goodwill :

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition comptabiliser le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises en tant qu'actif.

- Évaluation initiale : ce goodwill devra être évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.
- Évaluation ultérieure : Après la comptabilisation initiale, l'acquéreur doit évaluer le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur constaté éventuellement lors des tests de dépréciation opérés annuellement ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause sa valeur comptabilisée à l'actif.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat.

Si la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, l'acquéreur doit comptabiliser le regroupement en utilisant ces valeurs provisoires. L'acquéreur doit comptabiliser les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale au cours de la période d'évaluation au-delà de laquelle aucun ajustement n'est possible.

Options retenues par Attijariwafa bank :

- Option prise de ne pas retraiter les Goodwill existants au 31/12/05, et ce conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première adoption des IFRS » ;
- Arrêt d'amortissement des Goodwill, car leur durée de vie est indéfinie selon la norme IFRS 3 révisée « regroupement d'entreprises » ;
- Des tests de dépréciation réguliers doivent être effectués pour s'assurer que la valeur comptable des Goodwill est inférieure à leur valeur recouvrable. Dans le cas contraire, une dépréciation devrait être constatée ;
- Les Unités Génératrices de Trésorerie sont définies comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre ;
- La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur nette des frais de cession. Cette notion intervient dans les tests de dépréciation d'actifs conformément à la norme comptable IAS 36. Si le test de dépréciation de l'actif met en exergue une valeur recouvrable inférieure à la valeur nette comptable, il convient de déprécier la valeur de l'actif de la différence entre ces deux valeurs.

1.2.6 Contrats de location :

Norme :

En janvier 2016, l'IASB a annoncé la mise en place de la norme IFRS 16, portant sur les contrats de location. Cette dernière remplace la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées. Avec son entrée en application, à compter du 1^{er} janvier 2019, la distinction entre « location simple » et « location financement » est supprimée. Désormais, l'ensemble des contrats de location ont le même traitement comptable.

1.2.8 Actifs et passifs financiers – Dépréciation :

Norme :

IFRS9 introduit un nouveau modèle de reconnaissance des dépréciations des actifs financiers, basé sur les pertes de crédit attendues (« expected credit losses » ou « ECL »). Ce nouveau modèle qui s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti ou aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, constitue un changement par rapport au modèle actuel d'IAS 39, basé sur les pertes de crédit avérées.

Suivi de la dégradation du risque

La nouvelle norme adopte ainsi une approche en 3 phases (« buckets ») : l'affectation d'un actif financier dans l'une ou l'autre des phases est basée sur l'existence ou non d'une augmentation significative de son risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale.

- phase 1 (« portefeuille sain ») : pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale ;
- phase 2 (« portefeuille avec détérioration significative du risque de crédit ») : augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale ; par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale en cas d'impayés de plus de 30 jours.
- phase 3 (« portefeuille en défaut ») : événement de crédit avéré / défaut.

Le montant de la dépréciation et la base d'application du taux d'intérêt effectif dépend du « bucket » auquel l'actif financier est alloué.

L'approche des pertes de crédit attendues sous IFRS 9 est symétrique, c'est-à-dire que si des pertes de crédit attendues à maturité ont été comptabilisées lors d'une précédente période d'arrêté, et s'il s'avère qu'il n'y a plus, pour l'instrument financier et pour la période d'arrêté en cours, d'augmentation significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale, la provision est à nouveau calculée sur la base d'une perte de crédit attendue à 12 mois, actualisées au taux d'intérêt effectif de l'exposition.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

Le calcul du montant des pertes attendues s'appuie sur 3 paramètres principaux : la probabilité de défaut ('PD'), la perte en cas de défaut ('LGD') et le montant de l'exposition en cas de défaut ('EAD') tenant compte des profils d'amortissement. Les pertes attendues sont calculées comme le produit de la PD par la LGD et l'EAD.

- La probabilité de Défaut (PD) représente la probabilité qu'un emprunteur soit en défaut sur ses engagements financiers (selon la « Définition du défaut et de la dépréciation ci-dessus) pendant les 12 prochains mois ou sur la maturité résiduelle du contrat (PD à maturité) ;
- Exposition en cas de défaut (EAD : Exposure at default) : elle est basée sur le montant auquel le Groupe s'attend à être exposé effectivement au moment du défaut, soit sur les 12 prochains mois, soit sur la maturité résiduelle ;
- La perte en cas de défaut (LGD) représente la perte attendue au titre de l'exposition qui serait en défaut. La LGD varie selon le type de contrepartie, le type de créance sur cette contrepartie, l'ancienneté du contentieux et la disponibilité ou non de collatéraux ou garanties. La LGD est représentée par un pourcentage de perte par unité d'exposition au moment du défaut (EAD). La LGD est le pourcentage moyen de perte sur l'exposition au moment du défaut, quelle que soit la date de survenance du défaut au cours de la durée du contrat.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Suivi de la dégradation du risque

L'appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit se fonde en premier lieu sur le dispositif de notation interne du risque de crédit mis en œuvre par le Groupe, ainsi que sur les dispositifs de suivi des créances sensibles et sur les impayés. Par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale en cas d'impayés de plus de 30 jours.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée sur les critères adoptés par Bank Al-Maghrib dans sa circulaire n° 19/G/2002. Cette définition est également celle retenue par le groupe dans sa gestion interne.

Mesure des pertes de crédit attendues

Le groupe Attijariwafa bank a développé des modèles statistiques, spécifiques à chacune de ces entités concernées, pour calculer les pertes attendues sur la base des :

- Systèmes de notation internes
- Historiques de passage en défaut
- Historiques de recouvrement des créances en souffrance ;
- Eléments à la disposition des entités de recouvrement pour les créances en souffrance présentant des montants relativement significatifs ;
- Garanties et sûretés détenues.

1.2.9 Dérivés et dérivés incorporés :

Norme :

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 9 et qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur varie en fonction d'une variation d'un taux d'intérêt spécifié, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un taux de change, d'un indice de prix ou de taux, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non financière, la variable ne soit pas spécifiquement à une des parties au contrat (parfois appelé le « sous-jacent »).
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ; et
- il est réglé à une date future.

Un instrument de couverture est un dérivé désigné ou (pour une couverture du seul risque de variation des taux de change) un actif ou passif financier désigné non dérivé dont on s'attend à ce que la juste valeur ou les flux de trésorerie compensent les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert désigné.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Le groupe Attijariwafa bank n'utilise pas à ce jour de dérivés de couverture. Il n'est donc pas soumis aux dispositions de la comptabilité de couverture.

L'ensemble des opérations faisant appel à des dérivés (dans leur large panel) est comptabilisé en actifs/passifs à la juste valeur par résultat.

Dérivés incorporés :

Norme :

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome. La norme IFRS 9 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé. Lorsque le contrat hôte constitue un actif financier, le contrat hybride doit être évalué entièrement à la JVR car ses flux contractuels ne revêtent pas un caractère basique (SPPI).

Lorsque le contrat hôte constitue un passif financier, le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas comptabilisé à sa juste valeur ;
- séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

La norme IFRS 9 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation en effectuant la différence entre la juste valeur du contrat hybride (= coût) et la juste valeur du dérivé incorporé.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Si le résultat de chiffrage des dérivés incorporés à la juste valeur fait ressortir un impact significatif, le dérivé incorporé est à comptabiliser sous la rubrique « actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

1.2.10 Assurance

Contrat d'assurance :

Le traitement des contrats qualifiés de contrat d'assurance au sens de la définition donnée par la norme IFRS 4 ainsi que des contrats d'investissement à participation discrétionnaire est régi par la norme IFRS 4 dont les principales dispositions sont récapitulées ci-après :

La possibilité de continuer à comptabiliser ces contrats selon les principes comptables actuels, en distinguant les trois contrats d'assurance selon IFRS 4 :

1. Les contrats d'assurance purs
2. Les contrats financiers comportant une clause discrétionnaire de participation aux bénéfices
3. Et les passifs relatifs aux autres contrats financiers, qui relevant de la norme IAS 39, et qui sont comptabilisés dans le poste « Dettes envers la clientèle ».

L'obligation de séparer et de comptabiliser en juste valeur par résultat les dérivés incorporés qui ne bénéficieraient pas d'une exemption selon IFRS 4,

L'interdiction de constitution de provisions au titre de demandes d'indemnisation éventuelles selon des contrats d'assurance non encore souscrits à la date de reporting (telles que les provisions pour risques de catastrophe et les provisions pour égalisation).

L'obligation de mettre en œuvre un test de suffisance des passifs d'assurance comptabilisés et un test de dépréciation relatif aux actifs au titre des cessions en réassurance.

Par ailleurs, l'assureur n'est pas tenu mais est autorisé à changer ses méthodes comptables relatives aux contrats d'assurance pour éliminer une prudence excessive. Toutefois, si un assureur évalue déjà ses contrats d'assurance avec une prudence suffisante, il ne doit pas introduire de prudence supplémentaire.

Un actif des cessions en réassurance est déprécié, en comptabilisant en résultat cette perte de valeur, si et seulement si :

- Il existe des preuves tangibles, par suite d'un événement qui est survenu après la comptabilisation initiale de l'actif au titre des cessions en réassurance qui font que la cédante peut ne pas recevoir tous les montants qui lui sont dus selon les termes du contrat ;
- Cet événement a un impact évaluable de façon fiable sur les montants que la cédante recevra du réassureur.

L'obligation pour un assureur de conserver les passifs d'assurance dans son bilan jusqu'à leur acquittement ou annulation, ou expiration, et de présenter les passifs d'assurance sans les compenser par rapport aux actifs au titre des cessions en réassurance ;

L'obligation de constater un nouveau passif d'assurance en IFRS 4 «shadow accounting» appelée la participation des assurés aux bénéfices différée et qui représente la quote-part revenant aux assurés des plus-values latentes des actifs affectés aux contrats financiers, prise en charge par la norme IAS 39.

Placement de l'assurance

L'IASB a publié le 12 septembre 2016 des modifications à IFRS 4 « Contrats d'assurance » intitulées « Application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 4 Contrats d'assurance ». Ces modifications sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ces amendements donnent aux entités qui exercent principalement des activités d'assurance la possibilité de reporter jusqu'au 1er janvier 2023 la date d'application de la norme IFRS 9. Ce report permet aux entités concernées de continuer à présenter leurs états financiers selon la norme IAS 39 existante. Cette exemption temporaire d'application d'IFRS 9, limitée aux groupes majoritairement assurance dans les amendements de l'IASB, a été étendue par Bank Al-Maghrib aux entités d'assurance consolidées par des établissements de crédit produisant des comptes consolidés conformément au PCEC.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Contrat d'assurance :

Un test de suffisance de passif a déjà été mis en œuvre par Wafa Assurance qui a fait appel à un actuaire externe pour l'évaluation de ses provisions techniques.

La provision pour fluctuations de sinistralité relative aux contrats d'assurance non vie est à éliminer.

Placement de l'assurance :

Attijariwafa bank a opté pour cette exemption aux entités d'assurance, y compris les fonds relevant de cette activité, qui appliquent ainsi la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

Les instruments détenus en portefeuilles sont classés actuellement dans les catégories suivantes :

HFT	AFS	HTM	Prêts et créances
• Le portefeuille des OPCVM consolidés	• Les actions et parts sociales • Les participations dans les SCI (Panorama...) • Les bons de trésor, les obligations non cotés...	• Néant	• Les prêts immobilisés

1.2.11 La juste valeur :

Norme :

La norme IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans une transaction ordonnée sur le marché principal (ou le plus avantageux) à la date d'évaluation selon les conditions courantes du marché (i.e. un prix de sortie), que ce prix soit directement observable ou estimé en utilisant une autre technique d'évaluation.

IFRS 13 présente une hiérarchie des justes valeurs qui classe selon trois niveaux d'importance les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur. Cette hiérarchie place au plus haut niveau les prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (données d'entrée de niveau 1), et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables (données d'entrée de niveau 3).

Données d'entrée de niveau 1

Les données d'entrée de niveau 1 s'entendent des prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Un prix coté dans un marché actif fournit la preuve la plus fiable de la juste valeur et doit être utilisée sans ajustement pour évaluer la juste valeur lorsque disponible, sauf dans des cas spécifiques précisés dans la norme (§ 79).

Données d'entrée de niveau 2

Les données d'entrée de niveau 2 sont des données d'entrée, autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement.

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent :

- les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- les données d'entrée autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple, les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels, les volatilités implicites, les différentiels de taux.

Les ajustements apportés aux données d'entrée de niveau 2 varient selon des facteurs spécifiques à l'actif ou au passif. Ces facteurs incluent : l'état de l'actif ou l'endroit où il se trouve, la mesure dans laquelle les données d'entrée ont trait à des éléments comparables à l'actif ou au passif, ainsi que le volume et le niveau d'activité sur les marchés où ces données d'entrée sont observées.

Un ajustement qui est significatif pour la juste valeur dans son ensemble peut donner lieu à une évaluation de la juste valeur classée au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur si l'ajustement utilise des données d'entrée importantes non observables.

Données d'entrée de niveau 3

Les données d'entrée de niveau 3 sont les données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui sont fondées sur des données non observables. Ces données d'entrée non observables doivent être utilisées pour évaluer la juste valeur dans la mesure où il n'y a pas de données d'entrée observables disponibles, ce qui rend possible l'évaluation dans les cas où il n'y a pas, ou presque pas, d'activité sur les marchés pour l'actif ou le passif à la date d'évaluation. Cependant, l'objectif de l'évaluation de la juste valeur demeure le même, à savoir l'estimation d'un prix de sortie du point de vue d'un intervenant du marché qui détient l'actif ou qui doit le passif. Ainsi, les données d'entrée non observables doivent refléter les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif, y compris les hypothèses concernant le risque.

La valeur de marché est déterminée par le Groupe :

- soit à partir de prix cotés sur un marché actif,
- soit à partir d'une technique de valorisation faisant appel à des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des théories financières reconnues et des paramètres de marché observables :

➔ **CAS 1: Instruments traités sur des marchés actifs**

Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus pour la détermination de la valeur de marché. Sont ainsi valorisés les titres cotés et les dérivés sur marchés organisés comme les futures et les options. La majorité des dérivés de gré à gré, swaps et options simples, est traitée sur des marchés actifs, leur valorisation est opérée par des modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation) et fondés sur des prix de marché cotés d'instruments ou de sous-jacents similaires.

➔ **CAS 2: Instruments traités sur des marchés inactifs**

Produits traités sur un marché inactif valorisés avec un modèle interne fondé sur des paramètres directement observables ou déduits de données observables.

Certains instruments financiers, bien que n'étant pas traités sur des marchés actifs, sont valorisés selon des méthodes fondées sur des paramètres observables sur les marchés.

Les modèles utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options, les taux de défaut et hypothèses de pertes obtenues à partir de données de consensus ou à partir des marchés actifs de gré à gré.

Transfert :

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie peuvent intervenir lorsque les instruments répondent aux critères de classification dans le nouveau niveau, ces critères étant dépendants des conditions de marché et des produits. Les changements d'observabilité, le passage du temps et les événements affectant la vie de l'instrument sont les principaux facteurs qui déclenchent les transferts. Les transferts sont réputés avoir été réalisés en début de période.

Au cours de l'exercice 2019, il n'y a pas eu de transferts entre les niveaux de juste valeur.

1.2.12 Provisions

Norme :

Une provision doit être comptabilisée lorsque :

- L'entreprise a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé,
- Il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et
- Le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Si ces conditions ne sont pas réunies, aucune provision ne doit être comptabilisée.

En IFRS, lorsque l'effet est significatif, l'actualisation des provisions pour risques et charges pour lesquelles la sortie probable des ressources prévue dépasse une année est obligatoire.

En IFRS les passifs éventuels, hors regroupements d'entreprises, ne sont pas provisionnés. La mention est fournie en annexe lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

1.2.13 Avantages au Personnel

Norme :

L'objectif de la présente norme est de prescrire le traitement comptable des avantages du personnel et des informations à fournir à leur sujet. La présente norme doit être appliquée à la comptabilisation, par l'employeur, de tous les avantages du personnel sauf ceux auxquels s'applique l'IFRS 2.

Ces avantages comprennent notamment ceux accordés en vertu :

- de régime ou autre accord formel établi entre une entité et des membres du personnel, pris individuellement ou collectivement, ou leur représentant
- de dispositions légales ou d'accords sectoriels au terme desquels les entités sont tenues de cotiser à un régime national ou sectoriel, ou à un régime multi employeurs
- d'usages qui donnent lieu à une obligation implicite et ceci lorsque l'entité n'a pas d'autre solution réaliste que de payer les avantages du personnel.

Les avantages du personnel sont les contreparties de toutes formes accordées par une entité pour les services rendus par les membres de son personnel ou pour la cessation de leur emploi. Ils comprennent 4 catégories :

Les avantages à court terme :

Ce sont les avantages du personnel (autres que les indemnités de cessation d'emploi) dont le règlement intégral est attendu dans les 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice au cours duquel les membres du personnel ont rendu les services correspondant.

Ex : les salaires et les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels et congés maladie payés, l'intéressement et les primes, ...

L'entité doit comptabiliser le montant non actualisé des avantages à court terme qu'elle s'attend à lui payer en contrepartie des services d'un membre du personnel au cours d'une période comptable :

- Au passif, après déduction du montant déjà payé, le cas échéant.
- En charge.

Les avantages postérieurs à l'emploi :

Ce sont les avantages du personnel qui sont payables après la fin de l'emploi.

Ex : les prestations de retraite, assurance vie et assistance médicale postérieures à l'emploi.

On distingue deux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi :

1. Le régime à cotisations définies : selon ce dernier une entité verse des cotisations définies à un fonds et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir toutes les prestations correspondant aux services rendus par le personnel. Le risque actuariel et le risque de placement sont donc, supportés par le membre du personnel.

La comptabilisation des régimes à cotisations définies est simple car aucune hypothèse actuarielle n'est nécessaire pour évaluer l'obligation ou la dépense et donc il ne peut y avoir d'écarts actuariels.

L'entité doit comptabiliser les cotisations à payer à un régime à cotisations définies en échange des services

d'un des membres du personnel :

- Au passif, après déduction des cotisations déjà payées, le cas échéant.
- En charges

2. Le régime à prestations définies : engage l'entité à servir les prestations convenues aux membres de son personnel en activité et aux anciens membres de son personnel. Celle-ci supporte donc le risque actuariel et le risque de placement.

La comptabilisation des régimes à prestation définies est assez complexe du fait que des hypothèses actuarielles sont nécessaires pour évaluer l'obligation et la charge et qu'il peut y avoir des écarts actuariels. De plus, les obligations sont évaluées sur une base actualisée (car peuvent être réglées de nombreuses années après que les membres du personnel ont rendu les services correspondants).

Le régime multi-employeurs qui n'est pas un régime général ni obligatoire et qui doit être classé par l'entreprise comme régime à cotisations définies ou comme régime à prestations définies, en fonction des caractéristiques du régime.

Les autres avantages à long terme :

Ils comprennent notamment les absences de longue durée rémunérées, comme les congés liés à l'ancienneté ou les congés sabbatiques. Ils comprennent aussi les primes d'ancienneté et autres avantages liés à l'ancienneté et les jubilés (telles que « wissam schochl »), les indemnités d'incapacité de longue durée, s'ils sont payables 12 mois ou plus après la clôture de l'exercice, les primes et les rémunérations différées...

Habituellement, l'évaluation des autres avantages à long terme n'est pas soumise au même degré de confusion que celle des avantages postérieurs à l'emploi. C'est pour cela que la présente norme prévoit une méthode simplifiée pour la comptabilisation des autres avantages à long terme selon laquelle les réévaluations ne sont pas comptabilisées en autres éléments du résultat global.

Les indemnités de cessation d'emploi :

Ce sont les avantages du personnel fournis en contrepartie de la cessation de l'emploi d'un membre du personnel résultant soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du membre du personnel avant l'âge normal de départ en retraite, soit de la décision du membre du personnel d'accepter une offre d'indemnité en échange de la cessation de son emploi.

L'entité doit comptabiliser un passif et une charge au titre des indemnités de cessation d'emploi à la première des dates suivantes :

- La date à laquelle elle ne peut plus retirer son offre d'indemnités.
- La date à laquelle elle comptabilise les coûts d'une restructuration entrant dans le champ d'application d'IAS 37 et prévoyant le paiement de telles indemnités.

Dans le cas d'indemnités de cessation d'emploi payables par suite de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi d'un membre du personnel, l'entité ne peut plus retirer son offre d'indemnités dès qu'elle a communiqué aux membres du personnel concernés un plan de licenciement qui satisfait aux critères suivants :

- Les mesures requises pour mener le plan à bien indiquent qu'il est improbable que des changements importants soient apportés au plan.
- Le plan indique le nombre de personnes visées par le licenciement, leur catégorie d'emploi ou leur fonction, et leur lieu de travail ainsi que sa date de réalisation prévue.
- Le plan fixe les indemnités de cessation d'emploi avec une précision suffisante pour permettre aux membres du personnel de déterminer la nature et le montant des prestations qu'ils toucheront lors de la cessation de leur emploi.

Evaluation des engagements :

Méthode :

La valorisation des régimes à prestations définies implique notamment l'obligation d'utiliser des techniques actuarielles pour estimer de façon fiable le montant des avantages accumulés par le personnel en contrepartie des services rendus pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cela suppose d'estimer les prestations, les variables démographiques du type mortalité et rotation du personnel, les variables financières du type taux d'actualisation, et les augmentations futures des salaires qui influenceront sur le coût des prestations.

La méthode préconisée par la norme IAS 19 est la méthode des unités de crédit projetées « Projected Unit Credit ».

Elle équivaut à reconnaître, à la date de calcul de l'engagement, un engagement égal à la valeur actuelle probable des prestations de fin de carrière estimées multipliée par le rapport entre l'ancienneté à la date du calcul et à la date de départ en retraite du salarié.

Cela revient à considérer que l'engagement se constitue au prorata de l'ancienneté acquise par le salarié. En conséquence, le calcul des droits est effectué en fonction de l'ancienneté du salarié et du salaire estimé au jour de la fin de carrière défini.

Options retenues par Attjariwafa bank :

Il a été convenu pour le cas d'Attjariwafa bank que les prestations de retraites relevaient du régime à contributions définies. Par conséquent, leur comptabilisation ne requiert aucun retraitement IFRS.

Dans le cas de la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), Attjariwafa bank ne dispose pas d'informations suffisantes pour comptabiliser comme tel ce régime multi-employeurs à prestations définies.

D'autre part, le Groupe a comptabilisé des provisions spécifiques à ses engagements envers une partie de son personnel qui ont concernés notamment : Les primes de fin de carrière et primes de médailles de travail (Ouissam Achoughl).

1.2.14 Paiements à base d'actions :

Les paiements à base d'actions sont constitués par les paiements fondés sur des actions émises par le Groupe qu'ils soient dénoués par la remise d'actions ou par un versement de numéraires dont le montant dépend de l'évolution de la valeur des actions.

Ces paiements peuvent se faire par attribution d'options de souscription (stocks option) ou par une offre de souscription d'action aux salariés (OPV).

Pour les offres de souscription d'action aux salariés, une décote est octroyée par rapport au prix moyen de marché sur une période donnée. La charge de cet avantage est constatée en tenant compte de la période d'incessibilité.

BILAN CONSOLIDÉ au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

ACTIF	NOTES	30/06/2021	31/12/2020
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		23 411 263	26 333 795
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2.1	65 566 880	60 156 256
Actifs financiers détenus à des fins de transactions		63 979 869	58 667 799
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		1 587 011	1 488 457
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2.2 / 2.11	65 337 469	60 164 696
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		22 816 014	19 493 148
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		2 178 444	2 534 187
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)		40 343 011	38 137 360
Titres au coût amorti	2.11 / 2.13	18 077 806	17 233 471
Prêts et créances sur les Établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	2.3 / 2.11	26 334 601	31 304 951
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	2.4 / 2.11	341 994 318	333 702 415
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements des activités d'assurance			
Actifs d'impôt courant		257 162	715 953
Actifs d'impôt différé		3 806 813	3 767 981
Comptes de régularisation et autres actifs		12 874 502	12 171 129
Actifs non courants destinés à être cédés		76 455	78 636
Participations dans des entreprises mises en équivalence		75 086	86 916
Immeubles de placement		2 672 968	2 538 530
Immobilisations corporelles	2.5	6 433 710	6 812 820
Immobilisations incorporelles	2.5	2 991 587	3 092 049
Écarts d'acquisition	2.6	9 879 473	9 948 055
TOTAL ACTIF		579 790 094	568 107 651

PASSIF	Notes	30/06/2021	31/12/2020
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		4 908	4 455
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2.7	1 718 979	1 499 799
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		1 718 979	1 499 799
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	2.8	43 304 666	49 237 940
Dettes envers la clientèle	2.9	368 779 731	356 614 160
Titres de créance émis		24 753 656	23 105 757
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt courant		1 004 995	1 021 537
Passifs d'impôt différé		2 885 345	2 695 949
Comptes de régularisation et autres passifs		20 589 154	20 338 279
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		40 780 173	38 956 953
Provisions	2.10 / 2.11	2 841 141	3 080 071
Subventions et fonds assimilés		155 676	160 429
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		16 974 811	17 099 338
Capitaux propres		55 996 858	54 292 985
Capital et réserves liées		13 837 328	12 551 765
Réserves consolidées		37 268 272	35 446 439
Part du Groupe		32 020 017	31 158 933
Part des minoritaires		5 248 255	4 287 506
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 693 063	2 589 753
Part du Groupe		647 117	1 070 905
Part des minoritaires		1 045 946	1 518 849
Résultat net de l'exercice		3 198 195	3 705 028
Part du Groupe		2 612 714	3 018 002
Part des minoritaires		585 481	687 026
TOTAL PASSIF		579 790 094	568 107 651

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	Notes	30/06/2021	30/06/2020
Intérêts et produits assimilés	3.1	11 073 285	11 291 537
Intérêts et charges assimilés	3.1	-3 054 527	-3 415 758
MARGE D'INTERÊT		8 018 758	7 875 779
Commissions perçues	3.2	2 955 181	2 641 890
Commissions servies	3.2	-409 346	-415 388
MARGE SUR COMMISSIONS		2 545 835	2 226 503
Gains ou pertes nets résultants des couvertures de position nette			
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		1 525 150	1 557 641
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		1 531 186	1 564 511
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		-6 036	-6 871
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres		491 733	275 287
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		18 087	3 287
Rémunérations des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		109 085	62 558
Rémunérations des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)		364 562	209 442
Gains ou pertes nets résultants de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti			
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers à la JV par CP en actifs financiers à la JVR			
Produits des autres activités		5 082 940	4 549 504
Charges des autres activités		-5 195 446	-4 101 877
PRODUIT NET BANCAIRE		12 468 970	12 382 837
Charges générales d'exploitation		-4 793 231	-5 880 779
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-776 297	-788 536
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		6 899 442	5 713 521
Coût du risque de crédit	3.3	-1 903 665	-3 021 321
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		4 995 777	2 692 200
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		-9 742	-5 421
Gains ou pertes nets sur autres actifs		-26 567	10 514
Variations de valeurs des écarts d'acquisition			
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS		4 959 469	2 697 293
Impôts sur les bénéfices		-1 761 273	-1 106 997
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession			
RÉSULTAT NET		3 198 195	1 590 297
Intérêts minoritaires		-585 481	-341 934
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		2 612 714	1 248 363
Résultat de base par action		12,26	5,95
Résultat dilué par action		12,26	5,95

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Résultat net	3 198 196	3 705 028
Éléments recyclables en résultat net :		
Écarts de conversion	-414 356	-78 608
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	373 837	-38 480
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables		
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-2 089	19 368
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables		
Impôts liés	-141 590	29 608
Éléments non recyclables en résultat net :		
Réévaluation des immobilisations		
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies		
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat		
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-100 997	-50 777
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables		
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables		
Impôts liés	10 779	18 751
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-274 416	-100 139
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2 923 780	3 604 890
Dont part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)	2 276 473	2 977 820
Dont part des intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	647 308	627 070

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres - part du Groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres de clôture au 31 décembre 2019	2 098 597	10 453 168	-2 461 129	36 487 590	1 092 185	-42 657	47 627 757	6 297 282	53 925 039
Opérations sur capital				115 805			115 805	-23 420	92 385
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur actions propres									
Dividendes				-2 835 142			-2 835 142	-348 589	-3 183 731
Résultat de l'exercice				3 018 002			3 018 002	687 026	3 705 028
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions									
Instruments financiers : var de juste valeur et transfert en résultat					52 308	-30 932	21 376	-62 275	-40 899
Ecarts de conversion : variation et transferts en résultat				-80 927			-80 927	2 319	-78 608
Gains ou pertes latentes ou différés				-80 927	52 308	-30 932	-59 551	-59 956	-119 506
Autres variations				-64 771			-64 771	-61 458	-126 230
Variations de périmètre				-2 495			-2 495	2 495	
Capitaux propres de clôture au 31 décembre 2020	2 098 597	10 453 168	-2 461 129	36 638 063	1 144 493	-73 589	47 799 605	6 493 380	54 292 985
Changement de méthode ¹					124 682		124 682	189 820	314 502
Opérations sur capital	33 133	1 252 430		82 223			1 367 786	125 178	1 492 964
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur actions propres									
Dividendes				-2 258 780			-2 258 780	-429 684	-2 688 464
Résultat de l'exercice				2 612 715			2 612 715	585 481	3 198 196
Immobilisations corp et incorp : Réévaluations et cessions									
Instruments financiers : var de juste valeur et transfert en résultat					81 584	-93 579	-11 995	154 023	142 029
Ecarts de conversion : variation et transferts en résultat				-322 159			-322 159	-92 197	-414 356
Gains ou pertes latentes ou différés				-322 159	81 584	-93 579	-334 154	61 826	-272 327
Autres variations				-88 374			-88 374	-125 789	-214 163
Variations de périmètre				-106 304			-106 304	-20 530	-126 834
Capitaux propres de clôture au 30 juin 2021	2 131 730	11 705 599	-2 461 129	36 557 384	1 350 759	-167 167	49 117 177	6 879 682	55 996 858

1. Impact du changement de méthode de présentation de la participation aux bénéfices différée sur les activités d'assurance

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Résultat avant impôts	4 959 469	6 082 049
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	814 475	1 660 842
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	180	
+/- Dotations nettes aux provisions	1 996 705	5 657 327
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	9 742	16 323
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	171 279	5 471
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement		
+/- Autres mouvements	-1 329 675	-1 482 686
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	1 662 706	5 857 276
+/- Flux liés aux opérations avec les Etablissements de crédit et assimilés	-1 444 048	339 188
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	3 873 668	9 320 060
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-7 692 816	-11 574 634
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		
- Impôts versés	-1 506 717	-3 854 154
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-6 769 913	-5 769 541
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-147 738	6 169 785
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	414 273	-1 527 794
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-134 438	-172 883
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	479 571	96 157
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	759 406	-1 604 521
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-2 688 464	-3 183 731
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 503 674	7 728 848
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 184 790	4 545 117
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	-167 038	-167 038
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-740 160	8 943 344

Composition de la trésorerie	30/06/2021	31/12/2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	29 928 069	20 984 724
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	26 329 340	24 727 436
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des Etablissements de crédit	3 598 729	-3 742 711
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	29 187 909	29 928 069
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	23 406 355	26 329 340
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des Etablissements de crédit	5 781 554	3 598 729
Variation de la trésorerie nette	-740 160	8 943 344

2. NOTES RELATIVES AU BILAN
2.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021		31/12/2020	
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat
Créances sur les Etablissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeurs reçues en pension				
Effets publics et valeurs assimilées	38 297 705		36 812 260	
Obligations et autres titres à revenu fixe	7 274 836	260 128	3 427 289	208 375
Actions et autres titres à revenu variable	18 338 412	1 189 074	18 259 866	1 131 175
Titres de participation non consolidés		137 809		148 907
Instruments dérivés	68 916		168 384	
Créances rattachées				
Juste valeur au bilan	63 979 869	1 587 011	58 667 799	1 488 457

2.2 Actifs financiers à la juste valeur par Capitaux Propres au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	65 337 469	5 756 856	-794 669
Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	22 816 014	257 205	-6 089
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 178 444	183 653	-372 926
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)	40 343 011	5 315 998	-415 654
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	6 397 703	140 940	-2 760
Obligations et autres titres à revenu fixe	16 418 311	116 265	-3 329
Total des titres de dettes	22 816 014	257 205	-6 089
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		257 205	-6 089
Impôts		-62 909	3 070
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)		194 296	-3 019
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable			
Titres de participation non consolidés	2 178 444	183 653	-372 926
Total instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 178 444	183 653	-372 926
Impôts		-59 826	108 734
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôts)		123 827	-264 192
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	16 490 417	1 215 428	-11 811
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 414 502	516 776	-100 012
Actions et autres titres à revenu variable	11 828 360	3 156 490	-296 247
Titres de participation non consolidés	5 609 732	427 305	-7 584
Total actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)	40 343 011	5 315 998	-415 654
Impôts		-1 966 919	165 399
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)²		3 349 079	-250 255

2 Pour les activités d'assurance, les gains et pertes sur les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts) sont compensés par la participation aux bénéfices différée passive nette d'impôt.

2.3 Prêts et créances sur les Établissements de crédit au coût amorti

2.3.1 Prêts et créances sur les Etablissements de crédit, au coût amorti

au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Opérations sur les Etablissements de crédit	30/06/2021	31/12/2020
Comptes et prêts	25 666 599	30 937 869
dont comptes ordinaires débiteurs	10 212 500	17 109 092
dont comptes et prêts	15 454 099	13 828 778
Autres prêts et créances	516 742	335 486
Valeur brute	26 183 341	31 273 355
Créances rattachées	202 088	90 747
Dépréciations (*)	50 827	59 151
Valeur nette des prêts et créances auprès des Etablissements de crédit	26 334 601	31 304 951
Opérations internes au Groupe	30/06/2021	31/12/2020
Comptes ordinaires	5 281 567	3 427 866
Comptes et avances à terme	22 081 901	23 273 586
Créances rattachées	140 094	139 539

(*) voir note 2 11

2.4 Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

2.4.1 Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Opérations avec la clientèle	30/06/2021	31/12/2020
Créances commerciales	56 760 764	48 034 934
Autres concours à la clientèle	258 647 293	263 064 682
Valeurs reçues en pension	9 791 620	5 018 546
Prêts subordonnés	3 231	3 334
Comptes ordinaires débiteurs	22 847 293	22 566 717
Valeur brute	348 050 201	338 688 212
Créances rattachées	1 880 007	1 943 439
Dépréciations (*)	26 783 114	25 410 405
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	323 147 095	315 221 246
Opérations de location-financement		
Crédit-bail immobilier	3 700 463	4 418 085
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	16 230 066	15 098 430
Valeur brute	19 930 529	19 516 515
Créances rattachées	2 066	1 730
Dépréciations (*)	1 085 372	1 037 076
Valeur nette des opérations de location-financement	18 847 224	18 481 169
Valeur au bilan	341 994 318	333 702 415

(*) voir note 2 11

2.4.2 Prêts et créances sur la clientèle par zone géographique au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

30/06/2021	Créances			Dépréciations (*)		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Maroc	237 221 193	27 502 744	20 207 079	1 097 006	3 953 712	15 171 350
Afrique du Nord	33 524 120	2 053 530	1 759 921	244 809	367 388	1 235 981
Afrique Zone UEMOA	30 033 233	987 885	3 900 541	523 975	263 141	2 757 774
Afrique Zone CEMAC	8 057 639	1 317 707	1 669 833	247 442	495 218	1 494 972
Europe	1 613 113		14 266	3 053		12 667
Valeur nette au bilan	310 449 298	31 861 865	27 551 641	2 116 284	5 079 459	20 672 744

(*) voir note 2 11

31/12/2020	Créances			Dépréciations (*)		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Maroc	224 353 970	28 867 611	21 329 189	1 168 829	3 855 893	14 242 792
Afrique du Nord	32 713 013	2 542 015	1 716 398	240 526	331 135	1 218 621
Afrique Zone UEMOA	31 178 940	666 926	3 248 561	502 018	139 315	2 521 373
Afrique Zone CEMAC	9 241 141	1 327 407	1 757 635	283 174	458 303	1 470 293
Europe	1 192 713		14 376	3 150		12 060
Valeur nette au bilan	298 679 777	33 403 959	28 066 160	2 197 697	4 784 646	19 465 139

(*) voir note 2 11

2.3.2 Ventilation des prêts et créances sur les Etablissements de crédit par zone géographique au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Maroc	7 584 306	9 961 649
Afrique du Nord	3 944 568	3 226 482
Afrique Zone UEMOA	2 290 314	630 308
Afrique Zone CEMAC	1 158 607	1 531 204
Europe	7 139 876	6 827 746
Autres	4 065 670	9 095 966
Total en principal	26 183 341	31 273 355
Créances rattachées	202 088	90 747
Provisions (*)	50 827	59 151
Valeur nette au bilan	26 334 601	31 304 951

(*) voir note 2 11

2.5 Immobilisations corporelles et incorporelles au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021			31/12/2020		
	Valeurs Brutes	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeurs Nettes
Terrains et constructions	3 324 967	1 524 534	1 800 433	3 487 994	1 513 456	1 974 538
Equip. Mobilier, installation	6 323 916	4 315 712	2 008 204	6 274 078	4 103 562	2 170 517
Biens mobiliers donnés en location	731 919	323 314	408 605	716 932	298 609	418 323
Autres immobilisations	6 607 508	4 391 040	2 216 468	6 465 269	4 215 827	2 249 442
Total Immobilisations corporelles	16 988 310	10 554 600	6 433 710	16 944 273	10 131 454	6 812 820
Logiciels informatiques acquis	5 471 056	3 308 914	2 162 142	5 366 144	3 119 684	2 246 459
Autres immobilisations incorporelles	1 358 530	529 085	829 445	1 349 194	503 605	845 589
Total Immobilisations incorporelles	6 829 586	3 837 999	2 991 587	6 715 338	3 623 289	3 092 049

Variation du droit d'utilisation

(en milliers de dirhams)

Variation du droit d'utilisation	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Autres	30/06/2021
Immobilier					
Valeur brute	1 930 535	44 154	-18 698	-487	1 955 505
Amortissements et dépréciations	-584 868	-158 905	18 698	34 743	-690 332
Total immobilier	1 345 667	-114 751	0	34 257	1 265 173
Mobilier					
Valeur brute					
Amortissements et dépréciations					
Total mobilier					
Total droit d'utilisation	1 345 667	-114 751		34 257	1 265 173

Variation de l'obligation locative

(en milliers de dirhams)

Variation de la dette locative	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Autres	30/06/2021
Dette locative	1 460 225	44 154	-75 066	-86 042	1 343 271
Total dette locative	1 460 225	44 154	-75 066	-86 042	1 343 271

Détail des charges des contrats de location

(en milliers de dirhams)

Détail des charges des contrats de location	30/06/2021	31/12/2020
Charges d'intérêts sur les dettes locatives	-36 265	-79 772
Dotations d'amortissements des droits d'utilisation	-158 905	-320 105

Actif au titre de droits d'utilisation

(en milliers de dirhams)

Actifs au titre de droits d'utilisation (preneur)	30/06/2021	31/12/2020
Immobilisations corporelles	6 433 710	6 812 820
Dont droits d'utilisation	1 265 173	1 345 667

Passif au titre de la dette locative

(en milliers de dirhams)

Passifs au titre de la dette locative	30/06/2021	31/12/2020
Comptes de régularisation et autres passifs	20 589 154	20 338 279
Dont dettes de location	1 343 271	1 460 225

2.6 Écarts d'acquisition au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	31/12/2020	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2021
Valeurs brutes	9 948 055		-68 582		9 879 473
Cumul des pertes de valeurs					
Valeurs nettes au bilan	9 948 055		-68 582		9 879 473

2.7 Passifs financiers à la juste valeur par résultat au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Valeurs données en pension EC	469 020	184 134
Instruments dérivés de Transaction	1 249 959	1 315 665
Juste valeur au bilan	1 718 979	1 499 799

2.8 Dettes envers les Établissements de crédit au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Établissements de crédit		
Comptes et emprunts	27 462 680	23 134 313
Valeurs données en pension	15 641 543	25 892 666
Total en principal	43 104 224	49 026 979
Dettes rattachées	200 442	210 960
Valeur au bilan	43 304 666	49 237 940
	30/06/2021	31/12/2020
Opérations internes au Groupe		
Comptes ordinaires créditeurs	1 802 206	2 189 229
Comptes et avances à terme	23 389 751	24 289 773
Dettes rattachées	146 558	146 205

2.10 Provisions pour risques et charges au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	31/12/2020	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	30/06/2021
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature (*)	994 048	10 936	303 294	525 017		73 576	856 837
Provisions pour engagements sociaux	650 067	1 973	65 617	49 792		6 125	673 989
Autres provisions pour risques et charges	1 435 956	16 984	265 173	16 656	318 826	-72 317	1 310 314
Provisions pour risques et charges	3 080 071	29 892	634 084	591 465	318 826	7 384	2 841 140

(*) voir note 2.11

2.9 Dettes envers la clientèle

2.9.1 Dettes envers la clientèle au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Comptes ordinaires créditeurs	246 919 514	235 729 404
Comptes d'épargne	98 538 779	101 128 717
Autres dettes envers la clientèle	20 673 176	18 207 868
Valeurs données en pension	1 838 986	761 962
Total en principal	367 970 455	355 827 951
Dettes rattachées	809 277	786 209
Valeur au bilan	368 779 731	356 614 160

2.9.2 Ventilation des dettes envers la clientèle par zone géographique au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Maroc	260 795 707	252 880 806
Afrique du Nord	45 006 928	41 710 614
Afrique Zone UEMOA	41 900 847	40 291 133
Afrique Zone CEMAC	16 973 215	18 035 337
Europe	3 293 757	2 910 061
Total en principal	367 970 455	355 827 951
Dettes rattachées	809 277	786 209
Valeur au bilan	368 779 731	356 614 160

2.11 Répartition des créances, engagements et dépréciations par buckets sous IFRS 9 au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

30/06/2021	Créances et Engagements			Dépréciations			Taux de couverture		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	23 207 208			391 194			1,7%		
Prêts et créances sur les Établissements de crédit									
Prêts et créances sur la clientèle									
Titres de dettes	23 207 208			391 194			1,7%		
Actifs financiers au coût amorti	354 925 051	31 910 336	27 574 513	2 223 146	5 084 524	20 695 507	0,6%	15,9%	75,1%
Prêts et créances sur les Établissements de crédit	26 362 556		22 872	28 064		22 763	0,1%		99,5%
Prêts et créances sur la clientèle	310 449 298	31 861 865	27 551 641	2 116 284	5 079 459	20 672 744	0,7%	15,9%	75,0%
Titres de dettes	18 113 198	48 471		78 798	5 065		0,4%	10,4%	
Total Actif	378 132 259	31 910 336	27 574 513	2 614 340	5 084 524	20 695 507	0,7%	15,9%	75,1%
Engagements hors bilan	159 672 987	1 134 290	224 738	504 604	142 823	209 410	0,3%	12,6%	93,2%
Total	537 805 246	33 044 626	27 799 251	3 118 944	5 227 347	20 904 916	0,6%	15,8%	75,2%

31/12/2020	Créances et Engagements			Dépréciations			Taux de couverture		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	20 032 312			599 056			3,0%		
Prêts et créances sur les Établissements de crédit									
Prêts et créances sur la clientèle									
Titres de dettes	20 032 312	67 368		599 056	7 475		3,0%	11,1%	
Actifs financiers au coût amorti	347 324 077	33 491 477	28 089 754	2 338 961	4 836 887	19 488 624	0,7%	14,4%	69,4%
Prêts et créances sur les Établissements de crédit	31 340 508		23 594	35 666		23 485	0,1%		99,5%
Prêts et créances sur la clientèle	298 679 777	33 403 959	28 066 160	2 197 697	4 784 646	19 465 139	0,7%	14,3%	69,4%
Titres de dettes	17 303 792	87 518		105 598	52 241		0,6%	59,7%	
Total Actif	367 356 389	33 558 844	28 089 754	2 938 017	4 844 363	19 488 624	0,8%	14,4%	69,4%
Engagements hors bilan	138 859 107	14 567 977	558 025	585 386	212 207	196 455	0,4%	1,5%	35,2%
Total	506 215 496	48 126 821	28 647 779	3 523 403	5 056 570	19 685 079	0,7%	10,5%	68,7%

2.12 Encours Dépréciés (Bucket 3) au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021			31/12/2020		
	Encours Bucket 03			Encours Bucket 03		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Prêts et créances sur les Établissements de crédit	22 872	22 763	109	23 594	23 485	109
Prêts et créances sur la clientèle	27 551 641	20 672 744	6 878 897	28 066 160	19 465 139	8 601 021
Titres de dette au coût amorti						
Total des encours au coût amorti dépréciés (Bucket 3)	27 574 513	20 695 507	6 879 007	28 089 754	19 488 624	8 601 131
Total des engagements dépréciés hors-bilan (Bucket 3)	224 738	209 410	15 328	558 025	196 455	361 570

2.13 Titres au coût amorti au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Titres au coût amorti	30/06/2021	31/12/2020
	Effets publics et valeurs assimilées	14 181 538
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 980 131	3 963 061
Total	18 161 669	17 391 310
Dépréciations	83 863	157 839
Valeur au bilan	18 077 806	17 233 471

3 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

3.1 Marge d'intérêt au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021		
	Produits	Charges	Nets
Opérations avec la clientèle	9 197 329	1 764 342	7 432 987
Comptes et prêts / emprunts	8 652 636	1 714 150	6 938 486
Opérations de pensions	3 776	50 192	-46 416
Opérations de location-financement	540 918		540 918
Opérations interbancaires	247 426	450 489	-203 064
Comptes et prêts / emprunts	235 583	428 151	-192 568
Opérations de pensions	11 843	22 339	-10 496
Emprunts émis par le Groupe		839 695	-839 695
Opérations sur titres	1 628 530		1 628 530
Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés	11 073 285	3 054 527	8 018 758

3.2 Commissions nettes au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021		
	Produits	Charges	Nets
Commissions nettes sur opérations	1 173 766	36 246	1 137 520
avec les Établissements de crédit	56 773	31 481	25 292
avec la clientèle	717 805		717 805
sur titres	142 834	699	142 135
de change	22 916	1 528	21 389
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	233 438	2 538	230 900
Prestation de services bancaires et financiers	1 781 415	373 100	1 408 315
Produits nets de gestion d'OPCVM	221 124	14 698	206 426
Produits nets sur moyen de paiement	1 023 519	266 762	756 757
Assurance	18 358		18 358
Autres	518 414	91 641	426 773
Produits nets de commissions	2 955 181	409 346	2 545 835

3.3 Coût du risque au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

30/06/2021	
Dotations aux provisions	-3 238 702
Provisions pour dépréciations des prêts et créances	-2 856 226
Provisions pour dépréciation des titres	-117 302
Provisions pour risques et charges	-265 173
Reprises de provisions	1 979 534
Provisions pour dépréciations des prêts et créances	1 620 279
Provisions pour dépréciation des titres	76 336
Provisions pour risques et charges	282 918
Variation de provisions	-644 497
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-262 221
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-405 643
Récupérations sur prêts et créances amorties	36 235
Autres	-12 867
Total	-1 903 665

4. INFORMATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉS

L'information sectorielle d'Attijariwafa bank est articulée autour des pôles d'activités suivants :

- **Banque Maroc, Europe et Zone Offshore** comprenant Attijariwafa bank SA, Attijariwafa bank Europe, Attijari International bank ainsi que les holdings portant des participations dans les filiales consolidées par le Groupe ;
- **Filiales de Financement Spécialisées** comprenant les filiales marocaines de crédit à la consommation, crédits immobiliers, leasing, factoring et transfert d'argent cash;
- **Banque de détail à l'international** comprenant les banques de l'Afrique du Nord notamment Attijari bank Tunisie, Attijariwafa bank Egypt et Attijaribank Mauritanie ainsi que les banques de la zone CEMAC et la zone UEMOA;
- **Assurance** comprenant notamment Wafa Assurance et ses filiales les plus significatives

(en milliers de dirhams)

BILAN JUIN 2021	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Filiales de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	TOTAL
Total Bilan	348 754 840	38 897 636	49 954 451	142 183 167	579 790 094
dont					
Eléments de l'Actif					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	63 599 441	126 265		1 841 175	65 566 880
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 750 527	178 625	40 343 011	22 065 306	65 337 469
Titres au Coût Amorti	10 636 949	12 500		7 428 357	18 077 806
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés, au coût amorti	18 403 901	476 789	37 568	7 416 343	26 334 601
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	229 055 897	34 178 301	3 086 411	75 673 710	341 994 318
Immobilisations corporelles	3 132 737	819 884	159 538	2 321 551	6 433 710
Eléments du Passif					
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	36 703 340	1 557 852	77 256	4 966 218	43 304 666
Dettes envers la clientèle	258 677 832	5 866 919	3 915	104 231 065	368 779 731
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			40 780 173		40 780 173
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	15 528 333	506 540		939 938	16 974 811
Capitaux propres	42 707 289	2 536 656	4 743 004	6 009 909	55 996 858

COMPTE DE RÉSULTAT JUIN 2021	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Filiales de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	Eliminations	TOTAL
Marge d'intérêt	4 188 681	642 690	420 645	2 808 687	-41 945	8 018 758
Marge sur commissions	1 436 786	490 663	-10 264	1 063 689	-435 039	2 545 835
Produit net bancaire	6 407 454	1 357 240	765 865	4 100 269	-161 858	12 468 970
Charges de fonctionnement	2 262 252	498 972	317 515	1 876 349	-161 858	4 793 231
Résultat d'exploitation	2 600 608	561 108	281 731	1 552 330		4 995 777
Résultat net	1 516 440	354 001	239 411	1 088 344		3 198 195
Résultat net part du Groupe	1 503 376	272 106	97 627	739 605		2 612 714

5. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

5.1 Engagements de financement au 30 juin 2021 (en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Engagements de financement donnés	87 778 380	78 529 974
Engagements de financement reçus	1 635 054	3 658 405

5.2 Engagements de garantie au 30 juin 2021 (en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Engagements de garantie donnés	73 253 635	75 455 135
Engagements de garantie reçus	62 814 709	63 899 433

6. AUTRES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

6.1 Certificats de dépôt et bons des sociétés de financement au cours du premier semestre 2021

L'encours des certificats de dépôt à fin Juin 2021 s'élève à 17,2 milliards de dirhams.

Au cours du premier semestre 2021, 3,7 milliards de dirhams de certificats de dépôt ont été émis dont la maturité est comprise entre 52 semaines et 5 ans et les taux entre 1,98% et 11,50%.

L'encours des bons des sociétés de financement à fin Juin 2021 s'élève à 7,3 milliards de dirhams.

Au cours du premier semestre 2021, 300 millions de dirhams de bons des sociétés de financement ont été émis, de maturité comprise entre 2 et 5 ans. Les taux associés varient entre 1,98% et 2,41%.

6.2 Dettes subordonnées émises au cours du premier semestre 2021 :

Au cours du premier semestre de l'année 2021, le groupe Attijariwafa bank n'a émis aucun emprunt obligataire subordonné.

6.3 Le capital et résultat par action

6.3.1 Nombre d'actions et valeur nominale :

Au 30 juin 2021, le capital d'Attijariwafa bank s'élève à 2 131 729 870 de dirhams.

Le capital est constitué de 213 172 987 actions ordinaires de 10 dirhams de nominal.

6.3.2 Actions Attijariwafa bank détenues par le Groupe :

Au 30 juin 2021, le groupe Attijariwafa bank détient 13 226 583 actions Attijariwafa bank représentant un montant global de 2 461 millions de dirhams qui vient en déduction des capitaux propres consolidés.

6.3.3 Résultat par action :

La banque n'a pas d'instruments dilutifs en actions ordinaires. Par conséquent, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action.

(en dirhams)

(En MAD)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Résultat par action	12,26	14,38	5,95
Résultat dilué par action	12,26	14,38	5,95

6.4 Actifs financiers valorisés à la juste valeur

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers en juste valeur détenus à des fins de transaction	63 979 869	18 338 412	45 641 457	
Créances sur les Etablissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeurs reçues en pension				
Effets publics et valeurs assimilées	38 297 705		38 297 705	
Obligations et autres titres à revenu fixe	7 274 836		7 274 836	
Actions et autres titres à revenu variable	18 338 412	18 338 412		
Titres de participation non consolidés				
Instruments dérivés	68 916		68 916	
Créances rattachées				
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 587 011		1 399 983	187 028
Obligations et autres titres à revenu fixe	260 128		260 128	
Actions et autres titres à revenu variable	1 189 074		1 139 855	49 219
Titres de participation non consolidés	137 809			137 809
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	65 337 469	22 888 120	27 094 638	15 354 711
Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	22 816 014		22 816 014	
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 178 444			2 178 444
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)	40 343 011	4 501 794	30 704 689	5 136 528

6.5 Périmètre de consolidation

Dénomination	Secteur d'activité	(A)	(B)	(C)	(D)	Pays	Méthode	% Contrôle	% Intérêt
ATTIJARIWAFABANK	Banque					Maroc	Top		
ATTIJARIWAFABANK EUROPE	Banque					France	IG	99,78%	99,78%
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	Banque					Maroc	IG	100,00%	100,00%
COMPAGNIE BANCAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST	Banque					Sénégal	IG	83,08%	83,08%
ATTIJARIBANK TUNISIE	Banque					Tunisie	IG	58,98%	58,98%
LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI	Banque					Mali	IG	66,30%	66,30%
CREDIT DU SENEGAL	Banque					Sénégal	IG	95,00%	95,00%
UNION GABONAISE DE BANQUE	Banque					Gabon	IG	58,71%	58,71%
CREDIT DU CONGO	Banque					Congo	IG	91,00%	91,00%
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE	Banque					Côte d'Ivoire	IG	67,00%	67,00%
SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE CAMEROUN	Banque					Cameroun	IG	51,00%	51,00%
ATTIJARIBANK MAURITANIE	Banque					Mauritanie	IG	100,00%	67,00%
BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE AU TOGO	Banque					Togo	IG	56,58%	56,58%
ATTIJARIWAFABANK EGYPT	Banque					Egypte	IG	100,00%	100,00%
BANK ASSAFA	Banque					Maroc	IG	100,00%	100,00%
WAFABANK SALAF	Crédit à la consommation					Maroc	IG	50,91%	50,91%
WAFABANK BAIL	Leasing					Maroc	IG	98,70%	98,70%
WAFABANK IMMOBILIER	Crédit immobilier					Maroc	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI IMMOBILIER	Crédit immobilier					Maroc	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI FACTORING MAROC	Affectation					Maroc	IG	100,00%	100,00%
WAFABANK CASH	Activités cash					Maroc	IG	100,00%	100,00%
WAFABANK LLD	Location longue durée					Maroc	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI FINANCES CORP	Banque d'affaire					Maroc	IG	100,00%	100,00%
WAFABANK GESTION	Gestion d'actif					Maroc	IG	66,00%	66,00%
ATTIJARI INTERMEDIATION	Intermédiation boursière					Maroc	IG	100,00%	100,00%
FCP SECURITE	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
FCP OPTIMISATION	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
FCP STRATEGIE	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
FCP EXPANSION	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
FCP FRUCTI VALEURS	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
WAFABANK ASSURANCE	Assurance					Maroc	IG	39,65%	39,65%
ATTIJARI ASSURANCE TUNISIE	Assurance					Tunisie	IG	58,98%	50,28%
WAFABANK IMMA ASSISTANCE	Assurance					Maroc	IG	72,15%	45,39%
BCM CORPORATION	Holding					Maroc	IG	100,00%	100,00%
OGM	Holding					Maroc	IG	50,00%	50,00%
ANDALUCARTHAGE	Holding					Maroc	IG	100,00%	100,00%
KASOVI	Holding					Ile maurice	IG	100,00%	100,00%
SAF	Holding					France	IG	99,82%	99,82%
FILAF	Holding					Sénégal	IG	100,00%	100,00%
CAFIN	Holding					Sénégal	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI AFRIQUE PARTICIPATIONS	Holding					France	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI MAROCO-MAURITANIE	Holding					France	IG	67,00%	67,00%
ATTIJARI IVOIRE	Holding					Maroc	IG	66,67%	66,67%
ATTIJARI HOLDING AFRICA	Holding			(3)		Maroc	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI WEST AFRICA	Holding			(3)		Côte d'Ivoire	IG	100,00%	100,00%
SUCCURSALE BURKINA	Succursale			(3)		Burkina Faso	IG	83,08%	83,08%
SUCCURSALE BENIN	Succursale			(3)		Bénin	IG	83,08%	83,08%
SUCCURSALE NIGER	Succursale			(3)		Niger	IG	83,08%	83,08%
MOUSSAFIR	Hôtellerie					Maroc	MEE	33,34%	33,34%
ATTIJARI SICAR	Capital risque					Tunisie	IG	74,13%	43,72%
PANORAMA	Société immobilière					Maroc	IG	39,65%	39,65%
SOCIETE IMMOBILIERE TOGO LOME	Société immobilière					Togo	IG	100,00%	100,00%

(A) Mouvements intervenus au second semestre 2019

(B) Mouvements intervenus au premier semestre 2020

(C) Mouvements intervenus au second semestre 2020

(D) Mouvements intervenus au premier semestre 2021

1 - Acquisition

2 - Création, franchissement de seuil

3 - Entrée de périmètre IFRS

4 - Cession

5 - Déconsolidation

6 - Fusion entre entités consolidées

7 - Changement de méthode - Intégration globale à Mise en équivalence

8 - Changement de méthode - Mise en équivalence à Intégration globale

9 - Reconsolidation



ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2021

Deloitte.

Deloitte Audit

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C, Tour Ivoire 3, 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire d'Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de la période du 1er janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 55.996.858, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 3.198.195.

Cette situation intermédiaire a été arrêtée par le Conseil d'administration en date du 21 septembre 2021 dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Attijariwafa bank arrêtés au 30 juin 2021, conformément au référentiel de Bank Al Maghrib, comprenant les normes IFRS publiées par l'IASB à l'exception de l'application des dispositions de la norme IFRS 9 aux activités d'assurance du groupe, différée jusqu'à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 17.

Casablanca, le 22 septembre 2021

ERNST & YOUNG

Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT

Sakina BENSOUA KORACHI
Associée

1. Présentation

Attijariwafa bank est une société de droit commun constituée au Maroc. Les états de synthèse comprennent les comptes du siège ainsi que les agences établies au Maroc.

2. Principes généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse d'Attijariwafa bank est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

3. Créances et engagements par signature

Présentation générale des créances

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :
 - créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,
 - crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.
- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle).
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.

Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20 % pour les créances pré-douteuses,
- 50 % pour les créances douteuses,
- 100 % pour les créances compromises.

Les provisions affectées relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

- Dès le déclassement des créances en créances en souffrance, les intérêts sur créances ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produit à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance ont connu une évolution favorable : remboursements effectifs (totaux ou partiels) de la créance ou une restructuration de la créance avec un remboursement partiel de la créance.
- La banque a procédé à un abandon de créances en souffrance par utilisation des provisions correspondantes constituées.

4. Dettes à vue et à terme

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

5. Portefeuille Titres

5.1. Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété) d'autre part en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

5.2. Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). À chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultat.

5.3. Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieur à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont enregistrés au pied de coupon. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

À chaque arrêté comptable la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

5.4. Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une longue période, des revenus réguliers.

À leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

À chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelle que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latents ne sont pas enregistrés.

5.5. Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

À chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

5.6. Pensions livrées

- Les titres donnés en pension sont maintenus à l'actif et continuent d'être évalués suivant les règles applicables à leur catégorie. Le montant encaissé et les intérêts courus sur la dette sont enregistrés au passif.

- Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits à l'actif du bilan. Le montant décaissé et les intérêts courus sur la créance sont enregistrés à l'actif.

6. Les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat. Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

7. La conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du « taux de clôture ».

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan des entités étrangères sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historique. L'écart résultant de la correction (cours de clôture - cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste « écart de conversion ».

Conversion des éléments du compte de résultat

À l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice.

8. Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à la discrétion des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

9. Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
- Droit au bail	Non amortissable
- Brevets et marques	N/A
- Immobilisations en recherche et développement	N/A
- Logiciels informatiques	6,67
- Autres éléments du fonds de commerce	5

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
- Terrain	Non amortissable
- Immeubles d'exploitation	25
- Mobilier de bureau	6,67
- Matériel informatique	6,67
- Matériel roulant	5
- Agencements, aménagement et installations	6,67

10. Charges à répartir

Les charges à répartir enregistrent les dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

Les durées d'amortissement appliquées sont les suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
- Frais préliminaires	3
- Frais d'acquisition des immobilisations	5
- Frais d'émission des emprunts	N/A
- Primes d'émission ou de remboursement de titres de créance	N/A
- Autres charges à répartir	Entre 3 et 5 ans selon le cas

11. Prise en charge des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges

Intérêts

Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire ...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat. Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base « flat » et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

12. Charges et produits non courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
1 (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	8 645 360	16 935 040
2 (+) Récupérations sur créances amorties	17 176	42 837
3 (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	137 394	111 141
4 (-) Charges d'exploitation bancaire versées (*)	-5 125 340	-8 083 051
5 (-) Charges d'exploitation non bancaire versées		
6 (-) Charges générales d'exploitation versées	-2 048 703	-4 162 031
7 (-) Impôts sur les résultats versés	-690 284	-1 330 010
I FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	935 603	3 513 926
Variation des :		
8 (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	8 032 661	-9 482 766
9 (±) Créances sur la clientèle	-9 767 104	-7 340 522
10 (±) Titres de transaction et de placement	1 528 061	-1 139 185
11 (±) Autres actifs	-957 101	-2 106 742
12 (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	124 440	163 036
13 (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-4 189 906	5 312 013
14 (±) Dépôts de la clientèle	7 580 425	12 027 469
15 (±) Titres de créance émis	521 464	-1 119 084
16 (±) Autres passifs	-6 425 359	-2 560 966
II SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-3 552 419	-6 246 747
III FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	-2 616 816	-2 732 821
17 (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	2 398 343	
18 (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	16 923	47 090
19 (-) Acquisition d'immobilisations financières	-4 165 170	-1 198 813
20 (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-136 485	-620 665
21 (+) Intérêts perçus	131 861	268 704
22 (+) Dividendes perçus	1 451 870	1 376 680
IV FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-302 658	-127 004
23 (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24 (+) Emission de dettes subordonnées		2 500 000
25 (+) Emission d'actions	1 285 564	
26 (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27 (-) Intérêts versés	-277 669	-526 916
28 (-) Dividendes versés		
V FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	1 007 895	1 973 084
VI VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+IV+V)	-1 911 579	-886 741
VII TRÉSORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	9 579 714	10 466 455
VIII TRÉSORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	7 668 135	9 579 714

(*) : y compris les dotations nettes de provisions

ÉTAT DES DÉROGATIONS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I Changements affectant les méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
II Changements affectant les règles de présentation	NÉANT	NÉANT

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	3 175 512	6 512	1 919 328	5 156 049	10 257 401	18 708 565
VALEURS RECUES EN PENSION		999 951			999 951	
- au jour le jour						
- à terme		999 951			999 951	
PRETS DE TRÉSORERIE	1 150 000		7 223 730	2 229 618	10 603 348	13 161 515
- au jour le jour	1 150 000				1 150 000	
- à terme			7 223 730	2 229 618	9 453 348	13 161 515
PRETS FINANCIERS	1 781 172		8 599 319	3 247 447	13 627 938	14 226 543
AUTRES CREANCES	1 958 294		300 012	548	2 258 854	1 622 759
INTERETS COURUS A RECEVOIR					166 591	184 582
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	3 175 512	5 895 929	18 042 389	10 633 662	37 914 083	47 903 964

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRÉSORERIE	1 543 270	1 186 771	46 065 611	2 955 091	51 750 743	47 070 234
- Comptes à vue débiteurs	310 170	1 186 771	11 621 213	1 805 128	14 923 282	18 678 353
- Créances commerciales sur le Maroc			3 563 037		3 563 037	3 696 852
- Crédits à l'exportation			160 944	31 210	192 154	249 196
- Autres crédits de trésorerie	1 233 100		30 720 417	1 118 753	33 072 270	24 445 833
CREDITS A LA CONSOMMATION			349 243	11 621 406	11 970 649	11 735 644
CREDITS A L'EQUIPEMENT	37 565 035		22 655 245	1 097 742	61 318 022	61 297 027
CREDITS IMMOBILIERS	62 311		11 565 385	52 557 679	64 185 375	64 082 245
AUTRES CREDITS	127	18 807 189	2 208 347	197 789	21 213 452	17 143 229
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	11 013 031		357 679	30 074	11 400 784	10 092 290
INTERETS COURUS A RECEVOIR					1 485 902	1 531 824
CREANCES EN SOUFFRANCE	11 907	6 667	1 045 697	3 094 008	4 158 279	4 763 610
- Créances pré-douteuses			91	1 308 830	1 308 921	1 529 859
- Créances douteuses			26 437	544 246	570 683	594 101
- Créances compromises	11 907	6 667	1 019 169	1 240 932	2 278 675	2 639 650
TOTAL	50 195 681	20 000 627	84 247 207	71 553 789	227 483 206	217 716 103

**VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT
PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR au 30 juin 2021**

(en milliers de dirhams)

TITRES	ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	ÉMETTEURS PUBLICS	ÉMETTEURS PRIVÉS		30/06/2021	30/06/2020
			FINANCIERS	NON FINANCIERS		
TITRES CÔTÉS	13 246		18 050 799	165 829	18 229 874	18 169 168
Bons du trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créances						
Titres de propriété	13 246		18 050 799	165 829	18 229 874	18 169 168
Certificats de Sukuks						
TITRES NON CÔTÉS	8 588 386	49 053 117	860 061	96 226	58 597 790	60 268 249
Bons du trésor et valeurs assimilées		48 821 622			48 821 622	53 596 617
Obligations	1 538 784	23 541		89 946	1 652 271	1 673 069
Autres titres de créances	7 048 931	99 442	858 499		8 006 872	4 882 591
Titres de Propriété	671	8 098	1 562	6 280	16 611	16 627
Certificats de Sukuks		100 414			100 414	99 345
TOTAL GÉNÉRAL	8 601 632	49 053 117	18 910 860	262 055	76 827 664	78 437 417

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	65 024 572	65 024 572				
BONS ET VALEURS ASSIMILÉES	39 544 180	39 544 180				
OBLIGATIONS	89 946	89 946				
AUTRES TITRES DE CRÉANCES	7 081 495	7 081 495				
TITRES DE PROPRIÉTÉ	18 208 537	18 208 537				
CERTIFICATS DE SUKUKS	100 414	100 414				
TITRES DE PLACEMENT	2 487 408	2 458 772		15 020	28 636	28 636
BONS ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS	1 562 325	1 562 325		937		
AUTRES TITRES DE CRÉANCES	858 499	858 499				
TITRES DE PROPRIÉTÉ	66 584	37 948		14 083	28 636	28 636
CERTIFICATS DE SUKUKS						
TITRES D'INVESTISSEMENT	9 344 320	9 344 320				
BONS ET VALEURS ASSIMILÉES	9 277 442	9 277 442				
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CRÉANCES	66 878	66 878				
CERTIFICATS DE SUKUKS						

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

ACTIF	MONTANT AU 30/06/2021	MONTANT AU 31/12/2020
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES	68 916	168 384
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES		
DEBITEURS DIVERS	438 496	1 451 449
Sommes dues par l'État	372 294	965 658
Sommes dues par les organismes de prévoyance		
Sommes diverses dues par le personnel	354	
Comptes clients de prestations non bancaires	35	37
Divers autres débiteurs	65 813	485 754
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS (1)	1 197 729	801
COMPTES DE REGULARISATION	5 110 426	4 237 832
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	3 071	34 981
Comptes d'écarts sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	886 918	1 008 105
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	110 238	291 580
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	3 121 983	2 056 632
Autres comptes de régularisation	988 216	846 534
CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATIONS DIVERSES	133 143	133 143
TOTAL	6 948 710	5 991 609

(1) dans le cadre de l'application de la circulaire 4/W/2021, les datons et rémérés qui étaient auparavant comptabilisés en immobilisations hors exploitation ont été reclassés dans la rubrique "Autres actifs"

CRÉANCES SUBORDONNÉES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

CRÉANCES	Montant				Dont Entreprises liées et Apparentées	
	30/06/2021		31/12/2020		30/06/2021	31/12/2020
	Brut 1	Prov 2	Net 3	Net 4	Net 5	Net 6
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés						
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						

N E A N T

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	1 550 972	101 387	295 458	1 356 901	193 156	646 921			709 980
CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES									
CRÉDIT-BAIL MOBILIER	1 518 036		295 458	1 222 578	193 156	624 985			597 593
- Crédit-bail mobilier en cours	386			386					386
- Crédit-bail mobilier loué	1 517 650		295 458	1 222 192	193 156	624 985			597 207
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation									
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	25 647			25 647		21 936			3 711
- Crédit-bail immobilier en cours									
- Crédit-bail immobilier loué	25 647			25 647		21 936			3 711
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation									
LOYERS COURUS A RECEVOIR									
LOYERS RESTRUCTURES									
LOYERS IMPAYES	7 289	101 387		108 676					108 676
CREANCES EN SOUFFRANCE									
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE									
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE									
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE									
LOYERS COURUS A RECEVOIR									
LOYERS RESTRUCTURES									
LOYERS IMPAYES									
LOYERS EN SOUFFRANCE									
TOTAL	1 550 972	101 387	295 458	1 356 901	193 156	646 921			709 980

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

NATURE	Montant brut à la fin de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant des Reclassements Immobilisations (1)	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
						Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Montant des amortissements sur Reclassement Immobilisations		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 611 311	80 540			4 691 851	2 088 149	127 277			2 215 426	2 476 425
Droit au bail	315 427				315 427						315 427
Immobilisations en recherche et développement											
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	4 295 884	80 540			4 376 424	2 088 149	127 277			2 215 426	2 160 998
- Immobilisations incorporelles hors exploitation											
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 077 815	55 945	8 234	1 526 903	7 598 623	5 426 132	165 105	3 344	138 645	5 449 248	2 149 375
- Immeubles d'exploitation	2 157 325	1 459			2 158 784	1 066 336	23 969			1 090 305	1 068 479
Terrain d'exploitation	578 697				578 697	-					578 697
Immeubles d'exploitation Bureaux	1 529 249	1 459			1 530 708	1 019 178	23 690			1 042 868	487 840
Immeubles d'exploitation Logements de fonction	49 379				49 379	47 158	279			47 437	1 942
- Mobilier et matériel d'exploitation	2 586 103	15 938	428		2 601 613	2 108 871	62 965	368		2 171 468	430 145
Mobilier de bureau d'exploitation	477 575	3 150			480 725	430 444	15 343			445 787	34 938
Matériel de bureau d'exploitation	1 017 668	6 016			1 023 684	843 950	13 476			857 426	166 258
Matériel Informatique	1 082 678	6 772			1 089 450	826 427	34 096			860 523	228 927
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	8 182		428		7 754	8 050	50	368		7 732	22
Autres matériels d'exploitation											
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	2 209 189	37 810			2 246 999	1 801 720	57 364			1 859 084	387 915
- Immobilisations corporelles hors exploitation	2 125 198	738	7 806	1 526 903	591 227	449 205	20 807	2 976	138 645	328 391	262 836
Terrains hors exploitation	840 263		464	787 157	52 642						52 642
Immeubles hors exploitation	1 041 153		7 277	739 746	294 130	296 486	16 248	2 912	138 645	171 177	122 953
Mobiliers et matériel hors exploitation	68 755	105			68 860	48 022	29			48 051	20 809
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	175 027	633	65		175 595	104 697	4 530	64		109 163	66 432
TOTAL	13 689 126	136 485	8 234	1 526 903	12 290 474	7 514 281	292 382	3 344	138 645	7 664 674	4 625 800

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
	IMMOBILIERS	8 132	3 302	4 830	16 728	11 898	
Jan-20	TERRAINS	464		464			
	IMMEUBLES	7 277	2 911	4 366			
	FRAIS D'ACQUISITION	326	326				
	AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS ET INSTALLATIONS	65	65				
	MOBILIERS ET MATERIEL	428	368	60	195	135	
	MATERIEL ROULANT DE SERVICE	143	106	37			
	MATERIEL ROULANT DE FONCTION	285	262	23			
TOTAL GÉNÉRAL		8 560	3 670	4 890	16 923	12 033	

Dettes subordonnées au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaaleur en KDH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant 2020 (en contrevaaleur KDH)	Montant 06/2021 (en contrevaaleur KDH)	Montant 2020 (en contrevaaleur KDH)	Montant 06/2021 (en contrevaaleur KDH)
MAD			2,66%	7 ANS		240 800				
MAD			2,81%	7 ANS		2 146 500				
MAD			2,97%	7 ANS		1 000 000				
MAD			3,32%	7 ANS		312 000				
MAD			3,34%	7 ANS		1 200				
MAD			3,44%	7 ANS		250 000				
MAD			3,57%	7 ANS		1 110 000				
MAD			3,63%	7 ANS		603 500				
MAD			3,69%	7 ANS		325 000				
MAD			4,13%	7 ANS		257 500				
MAD			2,92%	10 ANS		925 000				
MAD			3,29%	10 ANS		154 300				
MAD			3,74%	10 ANS		758 000				
MAD			3,80%	10 ANS		320 000				
MAD			4,52%	10 ANS		588 200				
MAD			4,75%	10 ANS		880 000				
MAD			3,96%	Perpétuelle		450 000				
MAD			4,60%	Perpétuelle		849 000				
MAD			4,62%	Perpétuelle		649 900				
MAD			4,79%	Perpétuelle		400 000				
MAD			5,23%	Perpétuelle		350 100				
MAD			5,48%	Perpétuelle		151 000				
MAD			5,73%	Perpétuelle		50 000				
MAD			5,98%	Perpétuelle		100 000				
MAD			4,48%	Perpétuelle		825 000				
MAD			4,12%	Perpétuelle		500 000				
MAD			2,37%	7 ANS		330 000				
MAD			5,31%	Perpétuelle		175 000				
MAD			2,97%	7 ANS		500 000				
MAD			2,97%	7 ANS		100 000				
MAD			2,79%	7 ANS		70 000				
TOTAL						15 372 000				

(1) cours BAM au 30/06/2021 - (2) éventuellement indéterminée - (3) se référer au contrat de dettes subordonnées

Capitaux propres au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2020	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2021
Ecarts de réévaluation	420			420
Réserves et primes liées au capital	31 967 402	3 313	1 252 431	33 223 146
Réserve légale	209 860	3 313		213 173
Autres réserves	21 304 374			21 304 374
Primes d'émission, de fusion et d'apport	10 453 168		1 252 431	11 705 599
Capital	2 098 597		33 133	2 131 730
Capital appelé	2 098 597		33 133	2 131 730
Capital non appelé				
Certificat d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	6 709 974	6 848		6 716 822
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	2 318 618	-2 318 618		2 699 752
TOTAL	43 095 011	-2 308 457	1 285 564	44 771 870

Engagements de financement et de garantie au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

ENGAGEMENTS	30/06/2021	31/12/2020
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	152 321 212	144 186 664
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	2 660 977	1 077 126
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer	532	532
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	2 660 445	1 076 594
Engagements de financement en faveur de la clientèle	78 341 000	71 127 972
Crédits documentaires import	20 280 724	15 190 148
Acceptations ou engagements de payer	3 582 104	3 258 543
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	54 478 172	52 679 281
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	14 276 327	14 785 726
Crédits documentaires export confirmés	215 852	415 149
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits donnés	1 304 556	1 081 693
Autres cautions, avals et garanties donnés	12 755 919	13 288 884
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	57 042 908	57 195 840
Garanties de crédits donnés	12 510 966	11 181 571
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	23 626 874	23 235 077
Autres cautions et garanties donnés	19 808 418	21 962 101
Engagements en souffrance	1 096 650	817 091
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	32 378 035	17 692 732
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	31 906 784	17 228 794
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues	31 906 784	17 228 794
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	471 251	463 938
Garanties de crédits	471 251	463 938
Autres garanties reçues		

Engagements sur titres au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	Montant
Engagements donnés	833 783
Titres achetés à réméré	
Autres titres à livrer	833 783
Engagements reçus	878 062
Titres vendus à réméré	
Autres titres à recevoir	878 062

Opérations de change à terme et engagements sur produits dérivés au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2021	31/12/2020
Opérations de change à terme	75 463 439	103 571 123		
Devises à recevoir	30 086 922	41 620 303		
Dirhams à livrer	6 103 589	10 764 955		
Devises à livrer	31 699 887	41 389 879		
Dirhams à recevoir	7 573 041	9 795 986		
Dont swaps financiers de devises				
Engagements sur produits dérivés	50 506 872	57 033 265		
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	6 902 111	10 555 067		
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	25 298 282	19 071 307		
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	18 306 479	27 406 891		

Valeurs et sûretés reçues et données en garantie au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres		N/D	
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL			

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 950 019		
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	10 950 019		

Ventilation des emplois et des ressources suivant la durée résiduelle au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	D ≤ 1mois	1mois < D ≤ 3mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 372 256	4 106 508	10 095 986	13 522 888	7 816 447	37 914 085
Créances sur la clientèle	17 173 236	19 074 335	40 679 689	83 919 248	55 189 524	216 036 032
Créances acquises par affacturage			472 290	1 687 543	9 287 341	11 447 174
Titres de placement	271 084	533 423	828 392	861 821		2 494 720
Titres d'investissement				7 241 352	2 172 514	9 413 866
TOTAL	19 816 576	23 714 266	52 076 357	107 232 852	74 465 826	277 305 877
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	24 425 781	3 634 506	6 543 198	1 404 182	2 607 115	38 614 782
Dettes envers la clientèle	33 594 865	9 435 383	31 410 152	39 706 609	138 589 760	252 736 769
Titres de créance émis	436 029	505 834	2 670 806	8 759 030		12 371 699
Emprunts subordonnés			78 793	10 138 066	5 311 474	15 528 333
TOTAL	58 456 675	13 575 723	40 702 949	60 007 887	146 508 349	319 251 583

- Les créances et les dettes à vue sont ventilées selon les lois et conventions d'écoulement adoptées par la banque

Ventilation du total de l'actif, du passif et de l'hors bilan en monnaies étrangères au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

BILAN	30/06/2021	31/12/2020
ACTIF :	33 706 049	27 635 378
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	118 731	94 192
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	9 657 010	18 992 991
Créances sur la clientèle	5 363 875	3 871 403
Titres de transaction et de placement et d'investissement	7 268 501	4 203 157
Autres actifs	59 339	473 635
Titres de participation et emplois assimilés	11 238 593	
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles et corporelles		
PASSIF :	18 580 493	17 372 029
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	8 369 586	8 098 863
Dépôts de la clientèle	9 087 177	8 256 482
Titres de créance émis		
Autres passifs	1 123 730	1 016 684
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Capital et réserves		
Provisions		
Report à nouveau		
Résultat net		
HORS BILAN :	64 396 367	58 546 112
Engagements donnés	46 658 957	43 397 919
Engagements reçus	17 737 410	15 148 193

Commissions sur prestations de service au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

COMMISSIONS	30/06/2021	30/06/2020
Commissions sur fonctionnement de comptes	133 018	117 430
Commissions sur moyens de paiement	408 826	370 403
Commissions sur opérations sur titres	25 476	26 264
Commissions sur titres en gestion et en dépôt	44 122	42 400
Commissions sur prestations de service sur crédit	75 164	61 558
Commissions sur ventes de produits d'assurance	79 851	65 961
Commissions sur autres prestations de service	216 476	183 283
TOTAL	982 933	867 299

Charges générales d'exploitation au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

CHARGES	30/06/2021	30/06/2020
Charge de personnel	1 104 967	1 090 339
Impôts et taxes	37 514	48 452
Charges externes	865 664	893 038
Autres charges générales d'exploitation	40 558	35 792
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	292 382	287 978
TOTAL	2 341 085	2 355 598

Concentration des risques sur un même bénéficiaire au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

NOMBRE DE BENEFICIAIRE	TOTAL ENGAGEMENT
19	69 745 561

Marge d'intérêts au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	30/06/2020
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	4 941 248	5 036 671
dont : Intérêts	4 800 818	4 905 089
Commissions sur engagements	140 430	131 582
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	414 530	489 190
dont : Intérêts	379 799	454 936
Commissions sur engagements	34 731	34 254
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	151 783	151 852
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	5 507 561	5 677 713
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	906 305	1 055 791
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	216 455	381 450
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance	163 729	179 751
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	1 286 489	1 616 992
MARGE D'INTERETS	4 221 072	4 060 720

Résultat des opérations de marché au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

PRODUITS ET CHARGES	30/06/2021	30/06/2020
+ Gains sur les titres de transaction	1 153 653	1 541 132
- Pertes sur les titres de transaction	467 259	345 244
Résultat des opérations sur titres de transaction	686 394	1 195 888
+ Plus value de cession sur titres de placement		
+ Reprise de provisions sur dépréciation des titres de placement	2 255	236
- Moins value de cession sur titres de placement	1 420	180
- Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	17	772
Résultat des opérations sur titres de placement	818	-716
+ Gains sur opérations de change virement	703 900	564 240
+ Gains sur opérations de change billets	22 271	33 921
- Pertes sur opérations de change virement	191 026	225 327
- Pertes sur opérations de change billets	10 910	17 408
Résultat des opérations de change	524 235	355 426
+ Gains sur les produits dérivés de taux d'intérêt	326 910	61 380
+ Gains sur les produits dérivés de cours de change		26 914
+ Gains sur les produits dérivés d'autres instruments	29 833	42 435
- Pertes sur les produits dérivés de taux d'intérêt	16 949	287 094
- Pertes sur les produits dérivés de cours de change	117 110	31 242
- Pertes sur les produits dérivés d'autres instruments	45 371	90 790
Résultat des opérations sur les produits dérivés	177 313	-278 397

Produits sur titres de propriété au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

CATEGORIE DES TITRES	30/06/2021	30/06/2020
Titres de placement	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	1 451 870	1 325 278
TOTAL	1 451 870	1 325 278

Autres produits et charges au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	30/06/2021	30/06/2020
Autres produits bancaires	2 239 348	2 270 879
Autres charges bancaires	1 525 846	1 648 038
TOTAL	713 502	622 841
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	30/06/2021	30/06/2020
Produits d'exploitation non bancaire	798 158	87 155
Charges d'exploitation non bancaire	529 912	-
TOTAL	268 246	87 155
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	2 109 207	1 907 082
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	537 446	404 070
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	30/06/2021	30/06/2020
Produits non courants	66 898	3 877
Charges non courantes	205 862	310 390

Passage du résultat net comptable au résultat net fiscal au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

INTITULES	Montant	Montant
I - RESULTAT NET COMPTABLE	2 699 752	
Bénéfice net	2 699 752	
Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	1 025 281	
1- Courantes	1 025 281	
- Impôt sur les sociétés	690 284	
- Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par les provisions	22 610	
- Dotations aux provisions pour risques généraux	180 000	
- Dotations pour pensions de retraite et obligations similaires	42 546	
- Charges exceptionnelles non déductibles	706	
- Contribution IS	74 008	
- Pénalités / dotations aux amort des immob. Hors exploitation	13 127	
- Cadeaux personnalisés	2 000	
2- Non courantes		
III - DEDUCTIONS FISCALES		1 859 401
1- Courantes		1 859 401
- Abattement 100 % sur les produits de participation		1 437 049
- Reprise de provisions utilisées (Retraite)		43 675
- Reprise de provisions pour risques et charges		378 677
2- Non courantes		
TOTAL	3 725 033	1 859 401
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		1 865 632
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		1 865 632
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		1 865 632
Bénéfice net fiscal (A - C)		1 865 632
OU		
Déficit net fiscal (B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

Détermination du résultat courant après impôts au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

I DETERMINATION DU RESULTAT	MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	3 529 000
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	334 996
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	1 859 401
Résultat courant théoriquement imposable (=)	2 004 595
Impôt théorique sur résultat courant (-)	741 700
Résultat courant après impôts (=)	2 787 300
II INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	

Détail de la taxe sur la valeur ajoutée au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations TVA de l'exercice	Solde fin d'exercice
	1	2	3	(1+2-3=4)
A TVA collectée	158 279	744 414	778 322	124 371
B TVA à récupérer	237 113	147 460	200 795	183 778
Sur charges	79 891	149 717	177 744	51 864
Sur immobilisations	157 222	-2 257	23 051	131 914
C TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	-78 834	596 954	577 527	-59 407

Répartition du capital social au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
A- ACTIONNAIRES MAROCAINS				
* AL MADA	60, RUE D'ALGER , CAASBLANCA	97 433 137	99 127 981	46,50%
* OPCVM ET AUTRES DIVERS ACTIONNAIRES	*****	35 689 573	40 750 078	19,12%
* GROUPE MAMDA & MCMA	16 RUE ABOU INANE RABAT	14 695 732	13 089 586	6,14%
* REGIME COLLECTIF D'ALLOCATION ET DE RETRAITE	Hay Riad - B P 20 38 - Rabat Maroc	13 630 230	12 039 224	5,65%
* Wafa ASSURANCE	1 RUE ABDELMOUMEN CASA	13 234 912	13 234 912	6,21%
* CIMR	BD ABDELMOUMEN CASA	8 612 109	8 612 109	4,04%
* PERSONNEL DE LA BANQUE	*****	6 064 294	5 982 003	2,81%
* CAISSE MAROCAINE DE RETRAITE	140 PLACE MY EL HASSAN RABAT	5 440 523	5 169 970	2,43%
* RMA WATANIYA	83 AVENUE DES FAR CASA	2 034 075	2 034 075	0,95%
* CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	AVENUE AL ARAAR, BP 2048, HAY RIAD, RABAT	1 602 048	1 551 548	0,73%
* AXA ASSURANCES MAROC	120 AVENUE HASSAN II CASA	707 432	707 432	0,33%
B - ACTIONNAIRES ÉTRANGERS				
*SANTUSA HOLDING	AVND CANTABRIA S/N 28660 BOADILLA DEL MONTE MADRID ESPAGNE	10 715 614	10 874 069	5,10%
TOTAL		209 859 679	213 172 987	100,00%

Affectation des résultats intervenue au cours de l'exercice

au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	Montant		Montant
A- Origine des résultats affectés			
Report à nouveau	6 709 974	B- Affectation des résultats	
Résultats nets en instance d'affectation		Réserve légale	3 313
Résultat net de l'exercice	2 318 618	Autres affectations	2 308 457
Prélèvement sur les bénéfices		Report à nouveau	6 716 822
Autres prélèvements			
TOTAL A	9 028 592	TOTAL B	9 028 592

Réseau au 30 juin 2021

(En nombre)

RESEAU	30/06/2021	31/12/2020
Guichets permanents	1 206	1 206
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	1 398	1 475
Succursales et agences en Europe	47	56
Bureaux de représentation Europe et Moyen Orient	7	7

Effectifs au 30 juin 2021

(En nombre)

EFFECTIFS	30/06/2021	31/12/2020
Effectifs rémunérés	8 427	8 639
Effectifs utilisés	8 427	8 639
Effectifs équivalent plein temps	8 427	8 639
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	4 966	5 050
Employés (équivalent plein temps)	3 461	3 589
dont effectifs employés à l'étranger	51	53

Comptes de la clientèle au 30 juin 2021

(En nombre)

	30/06/2021	31/12/2020
Comptes courants	259 520	257 706
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	907 416	886 262
Autres comptes chèques	3 035 044	2 876 928
Comptes d'affacturage	697	654
Comptes d'épargne	1 115 266	1 065 045
Comptes à terme	10 502	11 616
Bons de Caisse	2 715	2 712
Autres comptes de dépôts	2 108 906	1 989 921
TOTAL	7 440 066	7 090 844



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca - Maroc

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE
DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2021**

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire d'ATTIJARIWafa BANK comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 60.300.203 dont un bénéfice net de KMAD 2.699.752.

Cette situation intermédiaire a été arrêtée par le Conseil d'Administration en date du 21 septembre 2021 dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la banque arrêtés au 30 juin 2021, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 22 septembre 2021

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

DELOITTE AUDIT

Sakina BÉNSOUDA KORACHI
Associée

Deloitte.

Deloitte Audit

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C, Tour Ivoire 3, 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca